

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ—JURISPRUDENȚA—LEGISLAȚIUNE—ECONOMIE POLITICĂ—FINANȚE—SOCIOLOGIE

FONDATOR:
ION S. CODREANU
Avocat

DIRECTOR:
I. GR. PERIȚEANU
Avocat, fost Ministru

PRIM REDACTOR:
ALEXANDRU VELESCU
Doctor în Drept, Avocat

COMITETUL DE REDACȚIE:

Traian Alexandrescu, fost decan al Baroului de Ilfov; **Alexandru Cerban**, Profesor Universitar, Avocat; **Iosif G. Cohen**, Consilier la Consiliul Legislativ, Avocat; **Gr. Conduratu**, Avocat; **N. Jac Constantinescu**, Președinte la C. de Apel București; **E. Cristoforeanu**, Dr. în Drept dela Roma, Avocat; **Dem. I. Dobrescu**, Primarul General al Capitalei; **Vințilă Dongoroz**, Conferențiar universitar, Membru în Consiliul de disciplină al Baroului Ilfov; **D. Gălășescu-Pyk**, Profesor Universitar, Avocat; **Eugen Petit**, Consilier la Înalta Curte de Casație; **G. Petrovici**, Prodecan al Baroului Ilfov; **C. Sipsom**, Profesor Universitar; **C. A. Stoeanovici**, Conf. univ., Membru al Consiliului Legislativ; **Gr. L. Trancu-Iași**, fost Ministru Avocat; **Hariton Udrea**, Judecător Trib. Ilfov; **Petre Vasilescu**, Profesor Universitar.

SECRETARI DE REDACȚIE:

E. C. Decusară Dr. în Drept din Paris, Directorul Statisticeii Judiciare; **Ionel I. Codreanu**, Doctor în drept din Paris, Avocat

S U M A R

La fusion de la théorie de la gestion d'affaires et de celle de l'enrichissement sans cause, par M. René Demogue, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

JURISPRUDENȚE:

— Curtea de Casație s. II: **Ion C. Mavrodin** cu **Banca Muntenia** și **Banca de Credit Comercial**. (Poprire. Ridicare prin depunerea unei sume cu afectație specială. Nu desființează măsura poprirei, ci-i schimbă numai obiectul. Act autentic neexecutoriu. Nu poate servi pentru poprire, decât dacă e însoțit de copia intențării unei acțiuni. Jurnal de fixare de onorariu procentual. Nu constituie un titlu lichid, cert și executoriu. Încheiere care ia act de declarațiile părților și scoate pricina din rol. Nu are caracter executoriu);

— Curtea de apel Buc. s. V: **Lt.-col. Ștefan Ioanid** cu **Banca Muntenia** și **Banca de Credit Comercial**. (Poprire. Validare. Contestație. Ordonanță prezidențială. Dacă poate servi cu temei unei poprirei? Art. 455 pr. civ. Creditor. Intervențiune. Dacă este admisibilă? Art. 247 pr. civ.; art. 588, 769, 785 și 1843 cod civil);

— Idem: **Ion Mavrodin** cu **Banca de Credit Comercial** și **Banca Munteniei**. Poprire. Contestațiune. Dacă creditorul gagist poate face o astfel de contestațiune? Nerespectarea condițiilor de fond. Desființarea poprirei. Art. 455 proc. civilă);

— Curtea de apel Buc. s. III: **Al. Ștefănescu** cu **Filoftea D. Mișculescu**. (Donațiune între soți. În ce condițiuni este anulabilă? Dacă soțul donator poate cere anularea? Dacă se poate invoca teoria eredelui aparent. Chemare în garanție. Respingere. Art. 936—940 cod. civ.; art. 113 și 114 proc. civilă).

— Decizia Ministerului Justiției cu privire la examenul magistraților.

l'enrichissement sans cause. A première vue ces deux théories semblent sensiblement différentes. Tandis que la gestion d'affaires suppose une activité du gérant d'affaires se déployant dans l'intérêt du maître, l'enrichissement sans cause résulte d'un fait quelconque émanant de l'appauvri ou d'un tiers et qui a eu pour conséquence un enrichissement dans un autre patrimoine. De plus, tandis que la gestion d'affaires exige un certain élément intentionnel de la part du gérant, l'enrichissement sans cause apparaît comme une théorie purement objective fondée sur des éléments matériels.

Les effets de ces deux théories n'apparaissent pas moins différents. Tandis que la gestion d'affaires crée des obligations pour le gérant et pour le maître, le premier devant continuer la gestion qu'il a commencée et l'achever jusqu'à ce que le propriétaire soit en état d'y pourvoir lui même et pendant tout ce temps devant apporter à la gestion les soins d'un bon père de famille, l'enrichissement sans cause ne crée qu'une obligation de l'enrichi envers l'appauvri. Enfin si l'on compare cette obligation de l'enrichi avec celle du maître dont les intérêts ont été sauvegardés, on voit que l'enrichi n'est tenu qu'à concurrence de l'appauvrissement sous cette réserve que son obligation a en outre pour maximum l'enrichissement subsistant au moment de l'action. Au contraire, le maître est tenu purement et simplement à indemniser le gérant de son appauvrissement calculé au moment où il s'est réalisé.

Tant de différences sembleraient de nature à écarter toute idée de rapprochement ou de confusion entre ces deux théories. Et cependant quand on examine les faits de plus près souvent elles apparaissent si voisines qu'on se demande si c'est l'une ou l'autre qu'il faut appliquer.

Annotant un arrêt du 16 juillet 1890 (D. 1891, 1. 49) qui avait envisagé le cas d'une personne

La fusion de la théorie de la gestion d'affaires et de celle de l'enrichissement sans cause

A côté de la théorie de la gestion d'affaires consacrée expressément dans le Code Napoléon et dans tous les codes civils qui ont suivi, une autre théorie s'est affirmée peu à peu depuis environ un demi siècle et a maintenant acquis droit de cité dans les codes les plus récentes. C'est celle de

ayant élevé des constructions sur l'immeuble loué et qui avait admis l'obligation du propriétaire de rembourser les dépenses utiles, M. Planiol disait déjà qu'il craignait fort qu'on ait ici confondu la gestion d'affaires qui est une cause très nette et très distincte d'obligations avec la famille beaucoup plus vaste des obligations qui naissent d'un enrichissement sans cause.

Plus récemment, M. Rouast, dans un article très remarqué de la Revue trimestrielle de droit civil sur l'enrichissement sans cause (1922 p. 42), faisait observer que la jurisprudence ne trouvant pas de texte général consacrant l'action de in rem verso, avait souvent parlé de gestion d'affaires, notion toute voisine puisque le gérant enrichit le maître sans le consentement de celui-ci.

Aussi est-il fort intéressant que M. Steuerman dans l'étude qu'il vient de consacrer à la théorie des quasi contrats d'après le projet franco-italien de code des obligations (1) se soit posé cette question nouvelle. Ne conviendrait-il pas à raison de cette confusion qui se présente souvent en fait à propos de l'application de ces deux théories de chercher à les réunir en une seule?

Même ceux qui ne partageront pas l'opinion de M. Steuerman favorable à cette unification devront lui savoir gré d'avoir posé le problème. Ce n'est pas la première fois qu'il y a lieu de soulever une question de ce genre. Etant donné la structure de l'esprit humain, les institutions apparaissent souvent à propos d'une situation spéciale, puis peu à peu elles prennent de l'extension et il devient difficile parfois de fixer leur frontières par rapport à d'autres. C'est ainsi qu'il y a des cas aujourd'hui où l'on se demande s'il faut faire l'application de la théorie sur les vices redhibitoires, où de celle sur les erreurs substantielles et si la seconde ne rend pas la première inutile.

Une question du même genre se présentant dans les relations de la gestion d'affaires et de l'enrichissement sans cause, faut-il la résoudre en proposant sur le terrain législatif de n'établir qu'une seule institution et en ce cas, quelle devra-t-elle être?

Les deux institutions ont ceci de commun que dans les deux cas une personne appelée en cas de gestion d'affaires, le maître, en cas d'enrichissement injuste, l'enrichi, va être obligée de payer une indemnité à autrui en dehors de tout contrat, en dehors également, croyons nous, de tout délit et de tout quasi-délit parce que dans les deux cas un fait important s'est réalisé: par l'acte d'une personne le patrimoine d'autrui s'est trouvé augmenté ou conservé.

C'est là évidemment la base commune sur la-

quelle il faut s'appuyer pour fusionner les institutions.

Mais parmi les objections possibles à cette innovation, une vient tout d'abord à l'esprit. C'est que ces deux institutions peuvent difficilement fusionner parce qu'elles n'ont pas la même étendue d'application: la gestion d'affaires supposant que le maître est en face d'un acte positif du gérant, tandis que dans le cas d'enrichissement, celui-ci peut venir non seulement du fait de l'appauvri, mais de celui d'un tiers ou d'un événement naturel. Ce peut être Primus qui avec les matériaux de Secundus a élevé des constructions sur l'immeuble de Tertius. Ce peut être une inondation qui a transporté une partie du terrain de Primus avec les arbres fruitiers qu'il portait sur le terrain de Secundus. M. Steuerman a répondu adroitement à cette objection, et ce qu'il propose d'établir, c'est une action de in rem verso très large, beaucoup plus que celle existant actuellement. Ainsi l'institution d'application la plus étroite rentrant dans la plus large on ne peut se plaindre de sa disparition, tandis que la solution contraire aurait conduit à rejeter de nombreuses applications intéressantes de l'action de in rem verso.

Une seconde difficulté plus grave se présente tandis que l'action de in rem verso repose sur des éléments purements objectifs: enrichissement découlant de l'appauvrissement d'autrui, injustice de cet appauvrissement, la gestion d'affaires suppose un élément intentionnel. M. Steuerman fait bon marché de cet élément. Il importe peu, dit-il, de savoir si c'est pour un tiers que l'on agit ou de ne point le savoir, d'avoir conscience d'être utile et intention de rendre service ou d'être au contraire dépourvu de toute intention, de toute volonté d'être utile au tiers. De même il importe peu qu'on ait fait l'affaire de telle personne étant convaincu que l'on fait l'affaire de telle autre ou que l'on fait la sienne propre. Ce n'est que le fait de la gestion qui compte.

La condamnation de l'idée d'intention nous paraît un peu sommaire. Car c'est parce que le gérant a agi dans une pensée altruiste qu'il a été possible dès une époque reculée de lui donner une action. Sa pensée méritait d'être encouragée surtout qu'elle avait eu un résultat heureux, ayant assuré la conservation ou l'accroissement d'un autre patrimoine. Mais de ce qu'une condition a pu paraître nécessaire à l'origine pour étayer une action toute nouvelle, il n'en résulte pas qu'à un stade plus avancé, l'idée d'interdépendance sociale étant davantage admise, on ne puisse pas comprendre les choses de façon plus simple et accepter qu'une personne ayant en fait procuré à autrui un enrichissement de son patrimoine d'une façon positive ou négative, elle aura droit à indemnité. Il est parfaitement admissible que si en

(1) Contribution à l'étude du projet franco-italien de code des Obligations et à son introduction en Roumanie (Théorie des quasi contrats) par M. Louis Steuerman 1 Vol. Paris. Ed. Domat Montchrestien 1933.

gérant ma propre affaire j'ai géré celle d'autrui, j'ai une action contre celui qui a bénéficié de mon activité. C'est le cas que rappelle M. Steuerman, d'un éditeur qui publie un manuscrit qu'il croyait avoir le droit d'éditer, alors que ce droit appartenait à une autre personne.

Finalement l'idée d'intention pourrait être éliminée de la gestion d'affaires, ce qui faciliterait son rapprochement avec l'enrichissement sans cause.

Une autre différence importante apparaît entre la gestion d'affaires et l'enrichissement. Dans la gestion, le gérant s'oblige à continuer à s'occuper des intérêts du maître jusqu'à ce que celui ci puisse intervenir. M. Steuerman n'a pas pensé que cette obligation put être effacée purement et simplement et il propose de la transporter dans la théorie de l'enrichissement sans cause élargie qu'il veut établir. Selon lui, celui qui augmente la valeur du patrimoine d'autrui contracte l'obligation de continuer en bon père de famille dans la voie sur laquelle il s'est engagé. Nous doutons pour notre part qu'il soit utile de conserver cette règle. D'abord si elle est expressement formulée dans les codes, on ne trouve pas de décisions de jurisprudence à son sujet. Ensuite, il nous semble difficile de dire que celui qui croyant gérer ses intérêts gère ceux d'autrui est en faute s'il ne continue pas son travail. Enfin, le fait de s'arrêter à mi chemin aura toujours cette sanction que l'enrichissement d'autrui sera nul ou très faible. Ainsi je veux faire réparer un immeuble appartenant à autrui que je sache ou non qu'il est la propriété d'autrui. Je fais dresser des échafaudages, puis je ne m'occupe plus de rien. L'enrichissement du propriétaire sera nul et je ne pourrai me faire indemniser.

Il faut maintenant arriver au point capital: l'étendue des obligations de l'enrichi. Il y a à ce sujet deux questions: la fixation du moment où on apprécie l'enrichissement et la détermination de l'indemnité en elle même. Sur le premier point il y a opposition entre les règles actuelles de la gestion d'affaires et de l'action de in rem verso. Tandis que dans la première on apprécie l'enrichissement procuré à l'origine, sans se préoccuper de ce qui arrivera par la suite, notamment de la disparition de l'enrichissement, au contraire dans l'action de in rem verso on apprécie ce qui existe comme enrichissement au jour de l'action.

Pour faire disparaître cette antinomie, M. Steuerman propose de dire que l'action de in rem verso pourra être exercée avec toute son efficacité même abstraction faite de ce que le profit n'existe plus au jour de l'action. Autrement dit, il transfère de la gestion d'affaires à l'enrichissement la règle concernant la date d'appréciation de l'enrichissement.

Si on conserve ainsi à celui qui a agi pour rendre service l'avantage qu'il possédait, on aboutit à surcharger dans bien des cas l'enrichi. Celui ci devra restituer non pas l'enrichissement qui lui reste, mais celui qu'il a eu, ne serait ce que quelques instants. Finalement c'est lui l'enrichi, qui va se trouver appauvri. Ceci ne s'explique que si l'on admet qu'il y a à la charge de l'enrichi un véritable délit à ne pas restituer de suite son enrichissement. Nous voilà bien loin de l'équité que l'on assigne d'ordinaire comme base à la théorie de l'enrichissement sans cause.

Reste le montant de l'indemnité en elle même. En cas de gestion d'affaires, le gérant se fait restituer tout son appauvrissement. Au cas d'action de in rem verso, c'est le même principe, mais limité par cette autre règle que l'enrichi n'est tenu au plus que de son enrichissement. M. Steuerman s'est efforcé de faire disparaître cette opposition. Mais la difficulté du problème apparaît dans les solutions plus complexes qu'il propose ici. Selon lui, la solution traditionnelle dans l'action de in rem verso peut encore parfois subsister. Mais si l'intention de rendre service apparaissait nettement, il pourrait être tenu plus largement. Ainsi la distinction traditionnelle de nos institutions réapparaîtrait ici.

Cette distinction montre combien il est difficile de réunir complètement les deux actions dont nous avons parlé. On devra faire subir à chacune certaines transformations, où elles risquent de ne plus constituer cet ensemble logique qu'on s'était efforcé jusqu'ici de réaliser pour chacune d'elles. Ce n'est pas une raison pour laisser de côté le problème nouveau qui vient d'être posé et que nous voulions signaler au public. Le droit n'est pas fait pour satisfaire l'esprit logique. Il est possible que l'on trouve des solutions raisonnables qui rendent inutile la théorie de la gestion d'affaires à côté de l'action de in rem verso. Mais elles amèneront une telle transformation de celle ci que sous le même nom ce sera une institution renouvelée.

R. DEMOGUE

Professeur à la Faculté de droit de Paris

INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE S. II-a
Audiența dela 19 Decembrie 1933

Președenția d-lui A. D. PROCOPIU, Consilier
Ion C. Mavrodin cu Banca Muntenia și Banca de Credit Com.
Decizia civilă n. 989 Dos. 543/983

Poprire. Ridicare prin depunerea unei sume cu afectatiune specială. Nu desființează măsura poprirei, ci-i schimbă numai obiectul. Act autentic neexecutoriu. Nu poate servi pentru poprire decât dacă e însoțit de copia intentării unei acțiuni. Jurnal de fixare de onorariu procentual. Nu constituie un titlu lichid, cert și executoriu. Incheiere care ia act de declarațiile părților și scoate pricina din rol. Nu are caracter executoriu.

1. Prin depunerea unei sume cu afecțiune specială în vederea ridicării unei popriri (613 c. pr. civ. și 908 c. com.), nu se desființează însăși măsura popririi, ci numai i se schimbă obiectul, cauzându-se substituindu-se sumei poprite.

2. Pe baza unui act autentic neinvestit cu formulă executorie nu se poate obține înființarea unei popriri fără ca petiționarul să justifice introducerea unei acțiuni; o asemenea susținere ar contrazice textul formal al art. 455 c. pr. civ.

3. Jurnalul prin care se numește un lichidator și i se fixează un onorariu de 15 la sută din activul realizat un poate fi considerat ca un titlu executoriu în sensul art. 455 c. pr. civ. deoarece nu privește o creanță certă, lichidă și exigibilă, ci prin el se fixează lichidatorului drept onorariu o cotă de 15 la sută în activul ce eventual va realiza în viitor.

4. Jurnalul prin care un tribunal ia act de înțelegerea intervenită între părți cu privire la cuantumul și termenul de plată al onorariului cuvenit lichidatorului, nu poate fi de natură să dea un caracter de titlu executoriu atât timp cât prin el instanța judecătorească nu a luat vreo măsură, care să fie susceptibilă de executare, ci a dispus numai scoaterea pricinei din rol.

S'au ascultat recurentul, prin d. avocat Nachtingal, și intimatii Banca Muntenia prin d. av. Al. Velescu și Banca de Credit Comercial, prin d. av. Ferderber.

Curtea,

Asupra recursului făcut de Ion Mavrodin contra deciziei civile n. 193 din 1932 a Curții de apel din București s. V.

Văzând motivul I de casare astfel formulat:

Violarea art. 545 pr. civ. a principiilor în materie de poprire, denaturare de acte, omisiune esențială, și violarea autorității lucrului judecat.

A. Curtea de apel prin decizia ce a pronunțat respinge fiinele de neprimire opus contestației introduse de Banca de Credit Comercial ca fiind lipsit de interes, considerând că depunerea sumei de lei 530.000, făcută de Banca Muntenia, constituia o depunere cu afecțiune specială.

Este constant că doctrina și jurisprudența au creiat sistemul afecțiunii speciale pentru a corege efectele indisponibilității totale. Chiar din considerentele deciziei Curții de apel, rezultă desmințirea afirmației că această depunere ar fi fost făcută cu titlu de afecțiune specială, întrucât se spune că depunerea n'a fost făcută la dispoziția creditorului popritor. Ori, condiția esențială a unei afecțiuni speciale este defalcarea sau depunerea sumei destinate să înlăture efectul indisponibilității totale asupra sumei poprite pe numele și la dispoziția creditorului popritor, suma depusă intrând în patrimoniul acestuia sub condiția validării. Curtea considerând că există afecțiune specială în lipsa acestor elemente substanțiale violează atât art. 455 proc. civ., cât și principiile de drept în această materie.

B. Curtea de apel comite cu prilejul cercetării acestui fine de neprimire, o dublă denaturare de acte din cele mai grave, întrucât pe o parte stabilește din petițiunea de depunere a sumei, făcută de Banca Muntenia, intențiunea acesteia de a face o afecțiune specială, iar de altă parte interpretează jurnalul Trib. Ilfov s. notariat n. 23101 din 1931, prin care se desființase poprirea numai ca o măsură pentru înlăturarea efectului de indisponibilitate de care era lovită suma poprită.

În prim rând Curtea de fond denaturează cuprinsul peti-

țiunii Băncii Muntenia pentru depunerea sumei de lei 530.000 în care nu se pomenește de vreo depunere cu afecțiune specială, și se mărturisește fără putință de interpretare că se face o plată condiționată, care devenea fermă în momentul în care I. Mavrodin câștigă apelul pendinte înaintea Curții de apel București s. I, apel pe care l-a câștigat prin decizia n. 377 din 1931 a acelei Curți.

În al doilea rând, Curtea de apel denaturează în mod vădit și arbitrar cuprinsul și dispozitivul jurnalului trib. Ilfov s. notariat n. 23101 din 1931 care nu ridică efectele indisponibilității asupra creanței poprite, ci desființează însăși ordonanța de poprire în termeni ce nu îngăduie nici un echivoc și nici altă interpretare.

C. Curtea de apel pentru a ajunge la soluțiunea dată finei noastre de neprimire comite și omisiune esențială. În adevăr, în considerentele deciziei, Curtea de fond, după ce prin denaturarea jurnalului de desființarea popririi consideră, pentru a stabili interesul contestatoarei Banca de Credit Comercial, că poprirea a rămas în ființă, arată că poprirea nu putea fi desființată la cererea Băncii Muntenia fiindcă n'avea calitate; ori prin concluziunile noastre orale și scrise, am arătat că Banca de Credit Comercial a achiesat la desființarea acestei popriri, întrucât la 22 Oct. 1931, după jurnalul de desființare a popririi a și dispus de întreaga creanță ce fusese poprită, dând-o chiar Băncii Muntenia care a și încasat suma de lei 2.208.937.

Asupra acestei apărări, care stabilea în mod decisiv că poprirea fusese desființată cu consensul contestatoarei Banca de Credit Comercial care, . . . , jurnalul de desființare a popririi, Curtea de apel omite cu totul de a se pronunța.

Dacă instanța de fond ar fi ținut seamă de această obiecțiune care modifică întreaga . . . , că raționamentului făcut de Curte, este evident că alta ar fi soluțiunea și contestația Băncii de Credit comercial ar fi fost respinsă ca lipsit de interes.

D. Curtea violează în sfârșit principiul autorității lucrului judecat, întrucât discută și formează prin considerentele sale jurn. trib. Ilfov s. not. n. 23101 din 1931 prin care se desființase ordonanța de poprire, jurnal ce n'a fost apelat de nici una din părți, ci a fost executat atât de Banca Muntenia, cât și de Banca de Credit comercial și care ca atare constituie o încheiere definitivă.

Având în vedere că din examinarea lucrărilor de la dosar se constată următoarele:

Ion Mavrodin a fost numit, prin jurnalul n. 6134 din 1928 al tribunalului Ilfov s. I com., lichidator al falimentului Băncii de Credit comercial, fixându-i-se un onorariu de 15 la sută din activul realizat.

După ce lichidatorul realizează suma de 4.850.000 lei, judecătorul sindic, prin adresa din 4 Mai 1929 către tribunalul Ilfov s. notariat, arată că față de dispozițiunile jurnalului prin care se fixase onorariul lichidatorului și față de cuantumul activului realizat de acesta i se cuvine suma de 737.919 lei.

Între timp, ridicându-se starea de faliment în care fusese declarată Banca de Credit comercial, aceasta cere președintelui tribunalului Ilfov s. I com., ca printr-o ordonanță, dată potrivit art. 66 bis proc. civilă, să oblige pe fostul lichidator să-i predea scriptele și portofoliul.

Prin jurnalul n. 10871 din 16 Mai 1929, președintele tribunalului ia act:

1) de declarația lui I. Mavrodin, fostul lichidator, că va preda, chiar a doua zi, scriptele și portofoliul băncii; 2) de declarația reprezentantului băncii că recunoaște lichidatorului dreptul la un

onorariu de 500.000 lei, din care urmează să ceadă suma de 38.000 lei ce numitul încasase mai înainte și 3) de declarația fostului lichidator că acceptă ca onorariu suszisa sumă și că primește să-i fie achitată în termen de un an, adică cel mai târziu la 16 Maiu 1930. După ce ia act de aceste declarații, președintele tribunalului, prin jurnalul mai sus arătat, dispune scoaterea pricinii de pe rol.

Deoarece până la expirarea termenului de un an dela darea jurnalului, I. Mavrodin nu a fost achitat, a cerut și a obținut, prin ordonanța tribunalului Ilfov secția notariat n. 15287 din 1931, poprirea în mâinele primului grefier al tribunalului Ilfov a sumei de 2.208.937 lei, consemnată la dispoziția Băncii de Credit Comercial sub recipisa n. 16740 din 1931 a Casei de Depuneri și consemnațiuni.

În contra ordonanței de poprire face contestație Banca Muntenia, susținând că suma de 2.208.937 lei nu mai aparține Băncii de Credit Comercial încă dinainte de a se încuviința poprirea, deoarece contestatoarea cumpărase mai de mult întregul portofoliu al Băncii debitoare.

Această contestație a fost respinsă prin decizia n. 377 din 1931 a Curții de apel București s. I.

În timp ce contestația se afla încă pendentă în apel, Banca Muntenia a depus la tribunalul Ilfov s. notariat recipisa n. 68159 din 1931 a Casei de Depuneri și consemnațiuni, în valoare de lei 530 mii cât pretindea I. Mavrodin dela Banca de Credit Comercial, și a cerut desființarea poprirei încuviințate prin ordonanța n. 15287 din 1931. Prin cererea de desființarea poprirei Banca Muntenia își rezerva dreptul de a i se elibera suma depusă în cazul când în apel ar câștiga contestația.

Prin jurnalul n. 23101 din 1931, tribunalul încuviințează cererea.

După respingerea contestației făcute de Banca Muntenia, Ion Mavrodin cere să i se elibereze suma de 530.000 lei, depusă cu recipisa n. 68159 din 1931, însă cererea i se respinge prin decizia n. 457 din 1931 a Curții de apel București, s. IV pe motiv că această sumă este poprită ca măsură conservatorie și nu se poate elibera decât după validarea poprirei.

În acest stadiu se produce o contestație a Băncii de Credit Comercial, în care a intervenit Banca Muntenia, prin care se cere desființarea poprirei asupra sumei de 530.000 lei, deoarece suma de 2.208.937, care devenise disponibilă numai prin înlocuirea ei cu suma de 530.000 lei, depusă cu afectatiune specială pentru garantarea pretențiunilor lui I. Mavrodin, fusese poprită cu violarea art. 455 pr. civ. întrucât creditorul nu ceruse această măsură în baza unui titlu executor și nici nu justificase că introdusese o acțiune pentru obținerea unui asemenea titlu.

Această contestație a fost admisă prin sentința civilă n. 207 din 1932 a tribunalului Ilfov s. notariat, confirmată prin decizia supusă prezentului recurs.

Având în vedere că, prin motivul de casare mai sus reprodus, recurentul Ion Mavrodin susține că instanța de apel a denaturat înțelesul petiției prin care Banca Muntenia depune recipisa în valoare de lei 530.000 și cere desființarea poprirei, precum și jurnalul n. 23101 din 1931. Astfel recurentul pretinde că, prin suszisa petiție, Banca Muntenia a depus 530.000 lei înțelegând să-i plătească în a-

cest mod suma ce pretindea dela Banca de Credit Comercial, dar condiționând această plată de rezultatul contestației a cărei judecată era în curs; iar nicidecum — astfel cum greșit arată Curtea de apel—Banca Muntenia nu a depus suma de lei 530.000 cu afectatiune specială pentru garantarea pretențiunilor recurentului și pentru a înlocui suma de 2.208.937 lei, asupra căreia se încuviințase poprirea. Că în cazul când suma de 530.000 lei nu a fost depusă cu afectatiune specială, poprirea nu ar fi fost desființată ci ar fi substistat asupra acestei din urmă sume; ceea ce în speță nu a avut loc, deoarece Banca Muntenia a cerut și tribunalul, prin jurnalul n. 23101 din 1931 a admis „desființarea poprirei încuviințate prin ordonanța n. 15287 din 1931”;

Având în vedere că, nici în petiția prin care Banca Muntenia depune la tribunal recipisa în valoare de 530.000 lei, nici în jurnalul n. 23101 din 1931, nu se spune că prin consemnarea acestei sume, Banca Muntenia a înțeles să facă o plată condiționată de rezultatul contestației ce era în curs:

Având în vedere că, prin suszisele acte, nu se menționează nici că suma de 530.000 lei a fost depusă cu afectatiune specială, ci în petiție se arată numai că Banca Muntenia a fost determinată să depună această sumă pentru a putea obține scoaterea de sub poprire a sumei de 2.208.937 lei asupra căreia pretindea că are drepturi recunoscute de Banca de Credit Comercial — iar în jurnal se precizează că, numai în temeiul acestei depuneri, tribunalul a admis cererea Băncii Muntenia;

Considerând că, în această situație nu se poate spune că petiția Băncii Muntenia și jurnalul tribunalului sunt clare și că înțelesul lor este vădit reîndoelnic în sensul celor susținute de recurent prin motivul de casare, ci din contra, trebuie admisă că neclaritatea acestor acte a făcut necesară o interpretare a lor din partea instanțelor de fond:

Având în vedere că instanțele de fond au interpretat arătatele acte în sensul că Banca Muntenia a cerut tribunalului a admite ca suma de 530.000 lei să fie depusă cu afectatiune specială în locul sumei de 2.208.937 lei;

Considerând că această interpretare scapă controlului Înaltei Curți, astfel că motivul de casare este neîntemeiat din acest punct de vedere;

Având în vedere că, în ceea ce privește chestiunea că prin jurnalul n. 23101 din 1931 s'a admis „desființarea poprirei încuviințate prin ordonanța n. 15287 din 1931” asupra sumei de 2.208.937 lei, această hotărîre a tribunalului concordă cu interpretarea dată de instanțele de fond cu privire la caracterul depunerii de 530.000 lei în sensul că efectele ordonanței de poprire au fost desființate asupra sumei de 2.208.937 lei, trecând însă asupra sumei de 530.000 lei, depusă cu afectatiune specială pentru a înlocui suma inițial lovită de indisponibilitate și pentru a garanta pretențiunile creditorului popritor;

Că, astfel fiind, motivul de casare este nefondat și din acest punct de vedere.

Având în vedere că, tot prin motivul de casare mai sus reprodus, recurentul mai susține că instanța de apel a omis a se pronunța asupra concluziunilor sale; că Banca de Credit Comercial a achiesat la cererea făcută de Banca Muntenia pentru desființarea poprirei. În legătură cu această chestiune, recurentul susține că instanța de apel

ar fi tras un argument, în defavoarea sa, din faptul că Banca Muntenia ar fi cerut desființarea poprirei fără cunoștința și consimțământul Băncii de Credit Comercial;

Având în vedere, chiar dacă ar fi constatat în fapt că Banca de Credit Comercial a achiesat la cererea făcută de Banca Muntenia pentru desființarea poprirei, încă acest lucru nu este de natură a schimba soluția dată cauzei de Curtea de apel, care nici nu s'a preocupat de această chestiune și nici nu a tras vreo concluzie în legătură cu ea;

Având în vedere că, tot prin acest motiv recurentul mai susține că instanța de apel a violat autoritatea lucrului judecat prin aceea că a discutat și reformat jurnalul n. 23101 din 1931;

Considerând că această susținere nu corespunde realității deoarece Curtea de apel nu a reformat jurnalul n. 23101 din 1931 ci din contra, astfel cum s'a arătat mai sus, a ținut seamă de dispozițiunile lui cu ocazia judecării contestației făcute de Banca de Credit Comercial fără a-i denatura înțelesul;

Având în vedere că, tot prin motivul mai sus reprodus se susține că instanța de fond a violat art. 455 pr. civilă și principiile de drept privitoare la poprire, prin aceea că, deși constată că suma de 530.000 lei nu a fost consemnată de Banca Muntenia pe numele și la dispoziția creditorului popritor azi recurent — și că deci în atare caz nu poate fi vorba de o afectare specială — totuși hotărăște că suma de 530.000 lei a rămas poprită în locul sumei de 2.208.937 lei, care astfel a devenit disponibilă;

Considerând că prin deciziunea supusă recursului, Curtea de apel constată „că intenția deponenței a fost de a consemna suma depusă cu afectare specială de a înlocui creanța poprită”;

Considerând că dacă, într'adevăr, instanța de fond mai afirmă că „suma nu a fost depusă la dispoziția creditorului popritor” această idee trebuie legată cu cea de mai sus și înțeleasă în sensul că deponenta nu a voit să facă o plată, căci dacă în cazul unei afectări speciale suma depusă are rolul de a garanta pe creditor — astfel că trebuie consemnată cu această mențiune — în cazul când prin depunere se face o plată, suma trebuie neapărat consemnată pe numele și la dispoziția celui ce urmează să o încaseze — deoarece Curtea de apel a motivat că în speță nu a avut loc;

Că astfel fiind și această susținere a motivului I de casare este nefondată și se respinge ca atare.

Văzând motivele II și III de casare astfel formulate:

II. Denaturare de acte, greșită aplicare a art. 730 cod. com. și a principiilor de drept în materie de administrațiune falimentară, violarea art. 785 și 944 cod. com.

Curtea de apel prin decizia ce a pronunțat recunoaște că titlul de creanță al recurentului Ioan Mavrodin se stabilea cu jurnalul tribunalului Ilfov s. I com. prin care a fost lichidator al falimentului cu un onorariu de 15 la sută și că acest jurnal este executoriu ca fiind pronunțat în materie de faliment. Pentru a ajunge însă la concluzia invalidării poprirei făcute, Curtea afirmă că poprirea s'a cerut pe temeiul unui alt act care nu întrunește elementele jurnalului de numire și fixare de onorariu. Însă pentru a ajunge la acest rezultat, Curtea de apel denaturează atât cuprinsul încheierii n. 10871 din 1921 a prezidentului tribunalului Ilfov s. I com. cât și natura ei juridică.

Referitor la cuprinsul încheierii se stabilește că ea e corolarul necesar și firesc al numirii ca lichidator al recurentului și a fixării cotei sale de onorariu, întrucât e actul de lichidare al acestui onorariu, în sensul fixării câtimei lui, constituind evident titlul pentru executarea acestei câtime, iar din punct de vedere al naturii juridice e ultimul act de administrațiune falimentară.

Curtea de apel înlătură această caracterizare de act de administrațiune falimentară și ca atare executoriu al încheierii n. 10871 din 1929 printr'o greșită interpretare a art. 730 c. com. și a principiilor în materie de aliment. Numai prin nesocotirea principiilor și a textelor de lege, Curtea a putut ajunge la concluzia eronată că numai încheierile tribunalului sunt acte de administrațiune falimentară, iar rezoluțiile sau încheierile prezidențiale în aceeași materie nu pot fi considerate ca acte de administrațiune falimentară și prin însăși această caracterizare, executorie.

III. Greșita aplicare a art. 455 proc. civ., nemotivare.

Am susținut înaintea instanței de fond că în ipoteza când s'ar considera că recurentul nu are titlu executoriu, încă poprirea înființată urmează să fie menținută ca o poprire cu caracter conservator făcută pe temeiul unui act autentic.

Decizia Curții de apel recunoaște că în orice caz încheierea pe temeiul căreia recurentul a obținut ordonanța de poprire este un act autentic, respinge însă argumentarea noastră pe considerațiunea că potrivit art. 455 proc. civ. al. a și b, nu se poate concepe poprirea asigurătoare fără existența unei acțiuni. Ori Curtea de apel greșeste în aplicarea art. 455 proc. civ. obligând pe creditor, ce dispune de un act autentic, la pornirea unei acțiuni, condiție impusă de alineatele la cari se referă decizia Curții, tocmai pentru cazul când creditorul popritor nu dispune de un act autentic care îndeplinește aceeași funcție juridică ca și o sentință definitivă de care se face vorbire în ultimul alineat la art. 455 procedura civilă.

Curtea comite și o nemotivare întrucât nu răspunde cu nimic la susținerile noastre orale și scrise cum că nu se poate pretinde aceleași condițiuni pentru admiterea unei popriți asigurătoare creditorului fără înscris sau cu un înscris sub semnătură privată și nerecunoscută ca și creditorului care dispune de un act autentic care, fie potrivit clauzelor lui, fie pentru temeri de insolvabilitate a debitorului, înțelege să obțină o poprire asigurătoare. Susținerile noastre se întemeiau pe însăși gradația ce are art. 455 proc. civilă.

Toate aceste argumente esențiale în soluția problemei, Curtea nici nu le discută, iar soluția pe care o adoptă și motivarea pe care o face fără a cerceta argumentele noastre constituie o greșită aplicațiune și interpretare a legii.

Având în vedere că, prin aceste motive, recurentul susține că instanța de apel a făcut o greșită aplicațiune a art. 730 cod. com. și 455 proc. civ. a violat art. 785 și 944 cod. com., a făcut o greșită aplicațiune a principiilor de drept în materie de administrațiune falimentară, a comis denaturarea de acte și nemotivare, prin aceea că a admis contestația Băncii de Credit Comercial și a anulat poprirea înființată de recurent, motivând că aceasta nu are un titlu executoriu și nici nu justifică că a introdus, odată cu cererea de poprire, o acțiune pentru dobândirea unui asemenea titlu. Ori, recurentul, susține că, potrivit art. 944 cod. com., are un titlu executoriu, constând din jurnalul n. 6134 din 1928, prin care a fost numit lichidator și i s'a fixat un onorariu de 15 la sută din activul realizat; că la acest jurnal se adaugă, ca un corolar necesar, jurnalul n. 10871 din 1929 — de asemenea executoriu ca un act de administrațiune falimentară — prin care creanța recurentului a fost lichida-

tă, precizându-se cuantumul onorariului ce i se cuvenea. Că în orice caz, chiar dacă s'ar spune că nu are o hotărâre judecătorească executorie, titlul său cătă a fi privit cel puțin ca act autentic, în baza căruia, potrivit art. 455 proc. civ., se poate înființa o poprire fără ca cel ce o cere să mai fie obligat a dovedi că a introdus acțiune pentru obținerea unei hotărâri definitive executorii.

Considerând că, potrivit art. 455 proc. civ. o poprire se poate înființa, în baza unui titlu executoriu, ori în baza unui titlu care nu are un atare caracter, dar în acest din urmă caz se cere ca petiționarul să justifice că a introdus acțiune pentru obținerea unei hotărâri definitive de care apoi să se servească la validare;

Având în vedere că jurnalul n. 6134 din 1928 nu poate fi considerat ca un titlu executoriu în sensul art. 455 proc. civilă, deoarece nu privește o creanță certă, lichidată și exigibilă, ci prin el se fixează lichidatorului drept onorariu o cotă de 15 la sută în activul ce eventual va realiza în viitor;

Considerând că deasemenea, nici jurnalul n. 10871 din 1929, nu poate fi considerat ca un titlu executoriu, deoarece astfel cum s'a arătat mai sus, prin acest jurnal s'a dispus numai scoaterea din rol a cererii făcute de Banca de Credit Comercial către președintele tribunalului Ilfov s. I com., de a fi obligat Ion Mavrodin să predea petiționarei scriptele și portofoliul ce deținea în calitate de lichidator;

Având în vedere că împrejurarea că prin acest din urmă jurnal tribunalul a luat act de înțelegerea intervenită între părți cu privire la cuantumul și termenul de plată al onorariului cuvenit lichidatorului nu poate fi de natură să dea jurnalului caracterul unui titlu executoriu atât timp cât prin el instanța judecătorească nu a luat vreo măsură care să poată fi susceptibilă de executare, ci a dispus numai scoaterea pricinei de pe rol;

Considerând că susținerea recurentului și anume că pe baza unui act autentic neînvestit cu formula executorie s'ar putea obține înființarea unei poprii fără ca petiționarul să justifice introducerea unei acțiuni este nefondată, deoarece o asemenea susținere contrazice textul formal al art. 455 proc. civilă;

Că, astfel fiind, și aceste motive de casare sunt neîntemeiate și se resping ca atare.

Având în vedere declarația făcută de recurent azi în instanță, că nu mai susține motivul IV de casare;

Având în vedere și cererea de cheltueli de judecată formulată de intimatii prezenți, asupra căroră apreciind, Curtea le fixează la suma de 3.000 lei.

Pentru aceste motive, Curtea respinge recurentul, etc.

CURTEA DE APEL DIN BUCUREȘTI S. V-a

Audiența dela 12 Iulie 1932

Președenția d-lui ALEXANDRU COSTIN, Președinte
Locot. Colonel Ștefan Ioanid cu Banca Muntenia și Banca de credit comercial

Deciziunea civilă n. 164. Dos. 741/932

Poprire. Validare. Contestatie. Ordonanță prezidențială. Dacă poate servi ca temei unei poprii? Art. 455 pr. civ. Creditor. Intervențiune. Dacă este admisibilă? Art. 247 pr. civ. art. 588, 769, 785 și 1843 c. civ.

1. O ordonanță de référé nu poate servi de temei unei poprii cu caracter executoriu, potrivit art. 455 al. 1 pr. civ. In speță, prin ordonanța dată pe baza art. 66 bis, nu se arată că preș. trib. și-a exercitat dreptul de apreciere spre a scuti pe creditor de depunerea unei cauțiuni, iar creditorul deși s'a prevalat de o convențiune cu caracter autentic, însă neînvestit cu formula executorie, nu a însoțit cererea sa de o acțiune de fond, pentru a se putea ordona aplicarea unei poprii.

2. Calitatea de creditor nu exclude exercițiul unei intervențiuni în litigiile în care figurează debitorul său. Art. 588, 769, 785, 1843 executând astfel generalitatea principiului formulat de art. 247 pr. civ., admite intervențiunea în diverse materii ce sunt supuse reglementării sale, deci și în speță.

Curtea,

Asupra apelurilor făcute în contra sentinței Tribunalului Ilfov s. notariat cu n. 234 din 1932, de către Banca Muntenia prin petițiunile înregistrate la n. 3884 din 1932 și 4.262 din 1932 de către Banca de Credit Comercial prin petițiunea înregistrată la n. 4049 din 1932 și de către Locot. Colonel Ștefan Ioanid prin petițiunea înregistrată la n. 3617 din 1932 de secțiunea III-a a acestei Curți, trimis acestei secțiuni spre a fi judecat împreună cu celelalte trei apeluri.

Având în vedere că prin sentința atacată cu apelurile de mai sus, prima instanță a admis contestațiunea Băncii Muntenia și intervențiunea făcută de Banca de Credit Comercial, a respins ca fără interes contestațiunea intervenientei și tot astfel intervențiunea contestatoarei, și prin consecință a anulat jurnalul tribunalului de Notariat cu n. 23100 din 1931, în ce privește menținerea poprii pe suma de 596.000 lei depusă, prin petițiunea înreg. la n. 86502 din 1931, cu afectatiunea specială de către contestatoare Banca Muntenia și a încuviințat apoi liberarea acestei sume în primirea depunătoarei Banca Muntenia cu lei 500 cheltueli de judecată;

Având în vedere însă că soluțiunea tribunalului este totuși atacată cu apel de toate părțile litigante și aproape în toate calitățile în care au figurat în fața primei instanțe;

Că, din complexitatea acestor apeluri rezultă implicit că s'a dedus în fața instanțelor de apel toate chestiunile și obiecțiunile de fapt și de drept astfel cum au fost desbătute și în fața tribunalului;

Că, în această situațiune, spre o mai clară examinare a motivelor de apel, este necesar ca, în prealabil, să se facă un scurt istoric al faptelor așa cum ele au fost prezentate și în fața primei instanțe;

Având în vedere că în adevăr, în fapt, se constată următoarele: Locotenentul Colonel Ștefan Ioanid, în virtutea actului de concesiune autenticat la n. 21822 din 1926 și învestit cu formula executorie la n. 2298 din 1931 de trib. Ilfov s. notariat, intervenit între dânsul și Banca de Credit Comercial, precum și în virtutea scrisorii cu data de 13 Februarie 1931, opera aceluiași părți, cere, în ziua de 6 August 1931, conform articolului 455 aliniatul prim din procedura civilă, președintelui tribunalului de notariat și obține prin ordonanța prezidențială cu n. 17527 din 1931, înființarea unei poprii în mâinele grefierului tribunalului Ilfov s. I c. c. pe recipisa cu n. 16740 din 1931, în valoare de lei 2.208.927 a cărei beneficiară se pretinde a fi debitoarea sa Banca de Credit Comercial;

Că, însă această poprire este atacată în ziua de 29 Septembrie 1931, cu contestațiune de către un terțiu Banca Muntenia, care susține că recipisa poprită îi aparține în întregime și în mod exclusiv în temeiul actului de cesiune autentic la n. 11498 din 1929, opozabil creditorului popritor și cere ca în virtutea calității sale de proprietară a sumei și recipisei poprite să se desființeze poprirea înființată pe recipisa de mai sus, pentru că s'a înființat pe un bun ce ieșise

anterior poprirei din patrimoniul debitoarei poprite, ba, mai mult încă, și pentru că, s'a înființat cu violarea art. 455 al. I, pr. civ. în puterea unei creanțe ce nu mai avea putere juridică în momentul înființării poprirei, și în fine pentru că creanța primită chiar în forma concepută de creditorul popritor, nu era nici măcar exigibilă în momentul poprirei;

Că, iarăși, aceeași poprire este atacată cu contestațiune în ziua de 17 Noiembrie 1931, de către însăși debitoarea poprită, Banca de Credit Comercial care se întemeiază în a cere, în mod paralel, anularea și desființarea poprirei pe a celeași acte și motive pe care s'a întemeiat și contestația Băncii Munteniei;

Că, mai departe se mai constată în fapt că în zilele de 18 și 24 Noiembrie același an, ambele bănci contestatoare introduc în mod reciproc cereri de intervențiune în contestațiunile lor, pe temeiul art. 247 pr. civ., Banca Muntenia înțelegând a susține contestațiunea Băncii de Credit Comercial și pe calitatea sa de creditoare a acesteia din urmă, nu numai pe aceea de terțiu, iar Banca de Credit Comercial intervine în contestațiunea celeilalte Bănci pentru a susține contestațiunea și a stabili alături de dânsa că, creanța în virtutea căreia s'a operat poprirea, a fost achitată creditorului popritor justificând această intervențiune pe faptul că dânsa este obligată a plăti Băncii Muntenia dobânzi pentru orice întârziere ar suferi aceasta în realizarea creanței rezultate din actul autentic la n. 11498 din 1929;

Că, pe lângă aceasta se mai constată că în timpul instanței de contestațiune și anume în ziua de 20 Octombrie 1931, Banca Muntenia pentru a nu imobiliza vreme îndelungată suma consemnată prin recipisa poprită, consemnează la rându-i cu afecțiuni speciale prin recipisele cu n. 68158 și 68459 din 1931 întreaga pretențiune a creditorului popritor în sumă de lei 596.000 și cere și obține della trib. Ilfov s. notariat prin jurnalul cu n. 23.100 din 31 Octombrie 1931 desființarea poprirei înființate prin ordonanța cu n. 17527 din 1931 cu menținerea ei, până la judecarea contestațiunii numai pe sumele consemnate prin cele două recipise;

Că, așa dar în cadrul acestor fapte urmează a se examina și în apel litigiul dintre părți, care se rezumă astfel:

O poprire înființată, conform art. 455 primul aliniat pr. civ. și în temeiul a două acte de creanță dintre care unul autentic și investit cu formu'a executorie este de două ori contestată, de un terțiu, Banca Muntenia și de însăși debitoarea poprită Banca de Credit Comercial, cari susțin în esență și în mod paralel că creditorul popritor, Lt. Col. St. Ioanid, nu avea din momentul înființării poprirei un titlu de creanță existent autentic și executor pentru a face operantă poprirea înființată prin ordonanța cu n. 17527 din 1931, iar creditorul popritor la rându-i în combateri obiectează și el că nici contestațiile nu au un titlu valid pentru a putea să conteste poprirea înființată prin ordonanța de mai sus;

Că, astfel fiind, urmează a examina mai întâi obiecțiunea ridicată de creditorul popritor, deoarece ea este de natură a înlătura de plano contestațiunile și prin repercusiune și cererile de intervențiune ale celor două bănci contestatoare;

Având în vedere că creditorul popritor susține că actul pe care se întemeiază Banca Muntenia spre a cere desființarea poprirei este un act nul, deoarece a fost consimțit de debitoarea Banca de Credit Comercial într-o epocă când această debitoare nu avea capacitatea juridică de a contracta și anume fiind în momentul consimțământului în stare de faliment;

Având în vedere că în adevăr se constată din actele dela dosar și de altfel este necontestat de părți că actul autentificat la n. 11498 din 25 Aprilie 1929, a fost consimțit în epocă când Banca de Credit Comercial era în stare de faliment;

Având în vedere însă că acest act este rezultatul unui aranjament cu masa credală a falitei din care făcea parte și creditorul popritor Ștefan Ioanid;

Că, în virtutea acestui act, debitoarea Banca de Credit Comercial a reușit să degreveze creanțele sale aflate în portofoliul Băncii Naționale a României și să-și ridice cu chipul acesta starea sa de faliment;

Având în vedere însă că acest act a fost rectificat prin declaratiunea autentică la n. 13141 din 1929 imediat după ce s'a realizat ridicarea stărei de faliment a Băncii de Credit Comercial;

Având în vedere că, în afară de acestea nulitatea dedusă din lipsa de capacitate a Băncii ca fiind în stare de faliment în momentul consimțirii actului, fiind, cum argumentează tribuna'lul, o nulitate decretată numai în favoarea masei credale, ea nu mai poate fi invocată în mod disparat de creditorii falitului, după ridicarea stărei de faliment calitate juridică care ar fi putut-o ridica și în interesul căreia numai s'ar putea invoca o asemenea nulitate;

Că așa fiind, actul dela 25 Aprilie 1929 rămâne valabil consimțit pentru că a fost ratificat într-o epocă de capacitate juridică, pentru că a servit cu consimțământul creditorului, care invoacă nulitatea lui, la ridicarea stărei de faliment a debitoare și pentru că nu a fost anulat de persoana juridică în favoarea căreia numai s'a decretat nulitatea unui asemenea act;

Având în vedere însă că creditorul popritor mai susține că chiar în ipoteza când actul autentic la n. 11498 din 1929 ar fi valid, totuși Banca Muntenia nu poate cere desființarea poprirei sale deoarece acest act nu-i conferă calitatea invocată prin contestațiunea sa de proprietară exclusivă a sumei consemnate prin recipisa poprită pentru ca contestațiunea să apară ca un terțiu ce tinde, prin contestațiunea sa, să degajeze bunurile sale de o urmărire insolită;

Că, fără îndoială, susține creditorul popritor, actul autentic la n. 11498 din 1929, conferă Băncii contestatoare calitatea de creditoare gagistă a creanței materializate prin recipisa poprită, dar pe această calitate nu mai poate fonda astăzi o contestațiune la poprirea înființată pe recipisa cu n. 16740 din 1931, deoarece nu s'a invocat inițial și formal o asemenea calitate;

Având în vedere însă că cele două bănci contestatoare în această ipoteză, în mod paralel obiectează creditorului popritor că, actul autentic la n. 11495 din 1931, numai în mod aparent prezintă caracterul unui act de gaj, pe când în realitate convențiunea ce o conține prin caracterul ei specific primește aspectul unei cezuni de creanță;

Că, în adevăr în virtutea acestei convențiuni, beneficiara actuală, Banca Muntenia, are dreptul să incaseze toate creanțele pretinse gajate și mai are și obligațiunea de a notifica debitorilor actul — zis fie pentru un moment — de gaj drept și formalitate care implică ideea unei cezuni de creanțe și exclud pe aceea de gaj, la care se mai adaugă încă și efectele ce părțile contractante atribue convențiunii lor când se stipulează că Banca Muntenia este obligată a notifica debitorilor acest gaj cu efect de cezune;

Că, deci nu mai încape îndoială, conchid contestatoarele, în virtutea unui asemenea act și a unei convențiuni, cu astfel de efecte Banca Muntenia este proprietara exclusivă a sumelor consemnate în recipisa poprită, drept care o autorizează a contesta în temeiul art. 458 al. II pr. civ. poprirea operată de un creditor al fostei beneficiare a acestor sume;

Având în vedere însă că din cuprinsul actului în discuțiune rezultă că Banca Muntenia, în urma insistențelor Băncii de Credit Comercial, a plătit Băncii Naționale a României suma de lei 4.000.000 pentru răscumpărarea portofoliului său, cezionat și aflat în mâinile acestei din urmă Bănci, sumă pe care Banca de Credit Comercial, la rându-i se obligă, sub sancțiunea unui pact comisoriu de gradul I-iu să o restituie Băncii Muntenia până în ziua de 25 Aprilie 1930; deci, până aci, un împrumut cu termen de plată fixat, iar mai departe sub o altă clauză părțile stipulează că, pentru garantarea băncii creditoare, Banca de Credit Comercial constituie în

gaj toate creanțele enumerate în clauza n. 2, între cari se află și cea concretizată prin recipisa poprită; prin urmare convențiunea de împrumut astfel garantată devine un gaj de creanțe propriu zis, fără vreo un alt aspect; suma de 4.000.000 lei reprezintă cuantumul împrumutului, nu prețul vreunei ceziuni de bunuri; creanțele enumerate în act reprezintă bunurile destinate a servi drept garanție nu obiectul de cesiune;

Că, iarăși, autorizatiunea de a încasa creanțele date în gaj și obligațiunea de a notifica actul de gaj debitorilor din creanțele gajate, apar ca stipulațiuni menite a preciza, conform art. 479 al. II și 481 cod. comercial, natura comercială a gajului de creanțe care privește, conform primului text, forma ceziunilor și îndrituește, conform celui de al doilea text, pe creditorul gagist a urmări și încasa, la termen, creanțele gajate, devenite exigibile iar faimoasa formulă **gaj cu efect de ceziune**, nu este decât o greșită redacțiune a formulei **ceziunea se face cu titlu de gaj**, înscrisă în a'iniatul al II-lea al art. 479 cod. comercial, care este de natură a preciza că s'a întrebuințat cum autorizează textul, forma ceziunii, pentru a se materializa un gaj de creanțe comerciale ce nu se pot transmite prin gir, cum este în speță, dar nici de cum, din această greșită redactare nu se poate trage concluziunea că gajul poate lua aspect de ceziune fiind că un gaj cu efect de ceziune este o imposibilitate juridică, este o creațiune hibridă ce nu poate da naștere la nici o consecință juridică;

Că prin urmare astfel analizat conținutul actului autentic la n. 11498 din 1929 el rămâne caracterizat ca un act de gaj de creanțe comerciale ce nu se pot transmite prin gir;

Având în vedere că, apelanta Banca Muntenia prevăzând ipoteza gajului, a introdus o cerere de intervențiune pentru a susține contestațiunea Băncii de Credit comercial și pe calitatea sa de creditoare gagistă, cerere de intervențiune care din cauza identității motivelor celor două contestațiuni ale celor două bănci prin raportul la contestațiunea Băncii Muntenia valorează un supliment de motive de contestațiune, astfel că obiecțiunea creditorului popritor, că nu s'a invocat această calitate inițial și formal rămâne fără fond și nici măcar în apel nu se poate opune deoarece Banca Muntenia a apelat sentința tribunalului și în ce privește respingerea cererii sale de intervențiune;

Că, totuși în această ultimă ipoteză creditorul popritor obiectează că Băncile contestatoare nu pot cere desființarea popririi sale, deoarece contestațiunile lor ar rămâne fără nici un efect juridic, fiindcă integralitatea creanței creditorului gagist este cu suficientă garantată de calitatea ei, dreptul de preferință atașat de legiuitorul gajului lasă neatins cuantumul creanței de gaj de orice lichidațiuni s'ar urma între creditorii debitorului gagist chiar când această lichidațiune, s'ar întinde și asupra bunurilor gajate, cari n'au încetat să iasă din patrimoniul debitorului comun și a-l căror prisos cel puțin n'a încetat a forma încă gajul făcut al creditorilor neprivilegiați;

Că, așa dar, în această ultimă ipoteză, după opinia creditorului popritor, creditorul gagist este menit să sufere cu pasivitate orice incursiune a celorlalți creditori ai debitorului său, fiindcă integralitatea creanței sale se află sub ocrotirea principala a unui drept de preferință acordat de lege și iarăși același creditor este obligat să privească cu indiferență lichidarea bunurilor ce formează gajul său, fără să poată protesta, fie în contra oportunității alegerei momentului lichidațiunii, fie în contra imobilizării creanței sale până la desăvârșirea lichidațiunii, fie în ce privește stingerea indivizibilității acestei creanțe, când ea consistă într'o pluralitate de bunuri gajate, fie asupra discuțiunii concursului cu ceilalți creditori privilegiați, fie pentru orice alte diverse cauze, fiindcă creanțele gajate n'au ieșit din patrimoniul debitorului gagist și prisosul lor n'a încetat încă a face parte din gajul tacit al celorlalți creditori ai debitorului gagist;

Că, fără discuțiune, o asemenea pasivitate sau indiferență poate exista în fapt, dar nu poate fi căutată în natura specifică a gajului legiuitorului, nu poate fi presupus a fi acordat pe de o parte un privilegiu pentru a fi suprimat, pe de alta mijloacele generalmente admise pentru apărarea drepturilor în genere;

Că, desigur, legiuitorul, nu poate fi însă presupus a fi lăsat deschisă calea contestațiunii la poprire pentru orice parte interesată — art. 458 al. II pr. civilă — spre a o interzice pentru creditorul gagist, fiindcă tocmai a atașat creanței unor asemenea creditori un drept de preferință;

Că, așa fiind, dacă din natura specifică a creanței de gaj nu se poate deduce principiul că legiuitorul a interzis sau a suprimat indirect pentru creditorul gagist calea contestațiunii la o poprire operată pe bunuri gajate și dacă această interdicțiune sau suprimare nu este nici prevăzută expres prin vreun text de lege, fără îndoială că creditorul gagist ca orice interesat în virtutea art. 458 al. II procedura civilă, poate să exercite principial o asemenea cale de atac prin esența ei drept de ordine publică;

Că, așa dar, înlăturăm obiecțiunile creditorului popritor privitoare la lipsa calității invocate de a contesta și la nevaliditatea titlului în virtutea căruia se contestă și stabilind că Banca Muntenia are calitatea de creditoare gagistă care o îndrituește principial conform art. 458 al. II să conteste popririle înființate de ceilalți creditori ai debitorului său, în speță și debitoarei sale de bunuri gajate, să trecem acum a examina, motivele contestațiunii Băncii Muntenia precum și celelalte contestatoare care, după cum am arătat mai sus, complexitatea apelurilor le deduce și în judecata Curții astfel cum au fost desbătute și prezentate în fața primei instanțe.

Având în vedere că într'un prim motiv Banca Muntenia și Banca de Credit Comercial, cer, în mod paralel, desființarea popririi înființate prin ordonanța prezidentului tribunalului Ilfov s. notariat cu n. 17527 din 1931 pentru că s'a ordonat înființarea ei conform art. 455 a'iniatul prim procedura civilă, în temeiul unui pretins titlu de creanță autentic și executor, care nu mai avea existență juridică în momentul înființării popririi, deoarece convențiunea ce o cuprindea fusese anterior novată de părțile contractante printr'o alta concretizată în scrisoarea lor cu data de 13 Februarie 1931;

Că, în adevăr, creditorul popritor, Locotenent-Colonel Ștefan Ioanid, cere, cum am mai spus, conform art. 455 alin. prim pr. civ., președintelui tribunalului Ilfov s. notariat, înființarea unei popririi pe recipisa cu n. 16740 din 1931, a cărei beneficiară pretinde a fi Banca de Credit Comercial, cerere pe care petiționarul o făcea în calitate de creditor al Băncii beneficiare, calitate ce o justifică pe două acte: întâi pe actul autentic la n. 21822 din 1926 și investit cu formula executorie și prin care sus numita Bancă ceziona petiționarului Ștefan Ioanid două creanțe de cont curent garantate cu ipotecă, pe suma globală de lei 400.000, cedenta garantând în același timp, cesionarului recuperarea integrală a prefului ceziunei la lichidarea creanțelor cedate, iar în caz contrariu Banca se obligă a acoperi orice diferență deficitară pentru cesionar; și al doilea act, pe scrisoarea cu data de 13 Februarie 1931, prin care cezionarul și cedenta desființează în toate consecințele lui, actul de ceziune rezumat mai sus, în schimb obligându-se Banca de Credit Comercial a plăti Locotenentului-Colonel Ștefan Ioanid o sumă de lei 450.000 în două tranșe, una până la sfârșitul anului 1931, a doua până la sfârșitul anului 1932;

Că, prezidentul tribunalului pus, prin cererea locotenentului-colonel Ștefan Ioanid, în fața acestor două acte, ordonă, conform art. 455 aliniat prim din procedura civilă, înființarea popririi pe recipisa indicată a fi aparținând debitoarei poprite Banca de Credit Comercial;

Că, fără îndoială președintele tribunalului de notariat nu a putut ordona înființarea unei asemenea popririi, conform

primului aliniat al art. 455 pr. civ., decât numai creînd prin imaginaţiunea sa, din îmbinarea acestor două acte, un titlu nou de creanţă în favoarea petiţionarului căruia i-a împrumutat forma autenticităţii şi calitatea executorie dela actul de ceziune autentic la n. 21822 din 1926, iar certitudinea şi lichiditatea din celălalt act, scrisoarea cu data de 13 Februarie 1931;

Că, desigur, numai astfel se poate concepe înfiinţarea poprirei concretizate prin ordonanţa cu n. 17527 din 1931, deoarece ori cum a'tfel am privi cele două acte ele nu pot forma baza unei popriri în conformitate cu dispoziţiunile aliniatului prim din articolul 455 pr. civ.;

Că, fără discuţiune, dacă am privi separat aceste două acte, primul, cel de cesiune, act translativ de proprietate, nu poate conferi petiţionarului locot.-colonel Ştefan Ioanid, calitatea de creditor, decât numai în momentul lichidaţiunei creanţelor cedate şi cu condiţiunea ca cu valoarea realizată prin lichidaţiunea lor să se acopere preţul ceziunei, operaţiune ce nu a fost desăvârşită până în clipa înfiinţării poprirei; al doilea act sub semnătură privată, ce este drept, conferă beneficiarului lui calitatea de creditor al Băncii de Credit Comercial printr-o creanţă certă şi lichidă, dar nu este prevăzut cu formalitatea care l-ar face susceptibil de a forma baza unei popriri fără intentare de acţiune şi fără cautiune;

Că, iarăşi privindu-le la olaltă aceste două acte, unul desfiinţează în toate consecinţele, pe celălalt, astfel că îmbinarea lor devine imposibilă, iar cel rămas în fiinţă îşi păstrează caracterul şi forma lui juridică primită în momentul concepţiunei lui fără a putea împrumuta prin voinţă spontană şi unilaterală a beneficiarului lui, sau chiar a preşedintelui tribunalului, forma autentică sau calitatea executorie a celui desfiinţat, aşa că el rămâne, cum arătăm mai sus, un act ce nu se pretează unei popriri conform art. 455 aliniat prim procedura civilă;

Că aşa dar, dacă cele două acte nu se pot îmbina, motivul formulat mai sus devine temeinic, poprirea a fost înfiinţată cu violarea art. 455 alin. prim pr. civ. şi pe baza unui act ce nu mai avea existenţă juridică în momentul înfiinţării ei.

Vvând în vedere că într'un al doilea motiv Băncile contestatoare primind ipotetic coroborarea, cum se exprimă ele, a celor două acte, şi, în acest caz susţin, poprirea nu poate fi operantă, deoarece creanţa rezultată din această fuziune nu era exigibilă în momentul înfiinţării poprirei;

Că, în adevăr, dacă am putea concepe existenţa unei creanţe, în sensul cum a putut s-o conceapă preşedintele tribunalului când a ordonat înfiinţarea poprirei pe recipisa n. 16470 din 1931, această creanţă nouă n'ar putea totuşi face baza unei popriri, deoarece dacă ar putea împrumuta dela actul de ceziune forma şi forţa executorie, iar dela scrisoarea din 13 Februarie 1931, certitudinea şi lichiditatea, n'ar avea de unde împrumuta încă o condiţie care ar procura aptitudinea a forma baza unei popriri, conform art. 455 al. I, n'ar putea să împrumute exigibilitatea ei dela nici unul din cele două acte, actul de ceziune neputînd deveni o creanţă exigibilă decât în momentul când din lichidaţiunea creanţelor cedate ar rezulta o diferenţă între valoarea obţinută prin lichidaţiune şi între preţul ceziunei, operaţie cum am arătat mai sus, nedesăvârşită până în momentul poprirei, iar scrisoarea din 13 Februarie 1931 stipulează în favoarea debitoarei termene ce nu erau scadente la epoca înfiinţării poprirei;

Că, prin urmare, şi acest al doilea motiv formulat ipotetic face poprirea inoperantă şi deci ordonată contrar textului art. 455 al. I proc. civilă care cere ca titlul să fie şi executoriu, adică creanţa ce o conţine să fie certă, lichidă, şi exigibilă;

Că în ce priveşte cel de al treilea motiv, în baza căruia se cere anularea ordonanţei de poprire, întrucât se susţine

de contestatoare că s'ar fi înfiinţat pe un bun ce ieşise din patrimoniul debitoarei poprite în momentul înfiinţării poprirei, acest motiv nu mai poate fi cercetat deoarece Curtea în diferenţă de tribunāl socoteşte actul pe care se formează contestaţiunea Băncii Muntenia, ca un act ce conţine într'însul un act de creanţă netrasmisibilă prin gir, iar nu ca un act de cesiune de creanţe, situaţiune în care fără îndoială, că recipisa poprită nu ieşise în virtutea acestui act, din patrimoniul debitoare şi ea putea face principal obiectul unei popriri legal înfiinţate;

Având în vedere că, pe lângă cele arătate mai sus, poprirea înfiinţată prin ordonanţa cu n. 17527 din 1931 mai este încă şi neeficace în fapt, deoarece aplicată asupra recipisei cu n. 16760 din 1931 cuantumul acestei recipise nu acoperă cuantumul datoriei pe care o garantează creanţa concretizată prin această recipisă, creditorul popritor, faţă de dreptul de preferinţă ataşat creanţei de gaj, nu realizează nimic pentru dănsul prin aplicarea acestei măsuri;

Că, iarăşi acest creditor nu poate cere a i se atribui o sumă oricât de mică din recipisa poprită, sub pretext că, valul consistînd în speţă dintr-o pluralitate de bunuri creditorul gagist îşi poate acoperi creanţa sa din valoarea celorlalte bunuri gajate, deoarece un astfel de pretext ar fi de natură a atinge grav ideea de gaj;

Că, în adevăr, gajul fiind prin natura lui un drept indivizibil în sensul că fiecare porţiune a gajului garantează totalitatea datoriei precum iarăşi şi fiecare porţiune a datoriei, este garantată de totalitatea gajului, desigur, a pretinde să se defalce, fără învoirea creditorului gagist, în favoarea unui creditor chirografar, o porţiune dintr'unul din bunurile gajate sau dintr-o totalitate de bunuri gajate, înseamnă a se face posibilă diviziunea gajului, înseamnă a se despăgubi din primele realizări, creditorii chirografari alături de creditorii gagişti, înseamnă pur şi simplu a se compromite cu totul ideea de gaj, ideea de preferinţă acordată de lege;

Că, aşa dar, dacă în virtutea argumentării de mai sus contestaţiunea Băncii Muntenia apare ca fondată, atunci sentinţa tribunalului Ilfov, care admite această contestaţie, urmează a fi menţinută în concluziile sale;

Că tot astfel trebuie menţinută această sentinţă şi în ce priveşte cererea de intervenţiune a Băncii de Credit Comercial pe care tribunalul a admis-o alături de contestaţiunea Băncii Muntenia, ca una ce fusese introdusă pentru apărarea drepturilor acestei din urmă Bănci, conform art. 247 al. II procedura civilă, iar ca consecinţă a menţinerii sentinţei tribunalului sub cele două puncte de vedere Curtea urmează a respinge ca nefondat apelul creditorului popritor locotenent-colonel Ştefan Ioanid;

Că, iarăşi dacă contestaţiunea Băncii Muntenia apare ca fondată în virtutea considerentelor de mai sus, tot astfel apare şi contestaţiunea Băncii de Credit Comercial care se susţine pe aceleaşi motive, dar care a fost respinsă de tribunal şi atunci sub acest raport sentinţa urmează a fi reformată şi admitîndu-se apelul acestei contestatoare să se admită şi contestaţiunea sa declarîndu-se nulă şi faţă de dănsa poprirea înfiinţată prin ordonanţa n. 17527 din 1931 şi menţinută prin jurnalul n. 23100 din 1931 numai pe sumele depuse cu afectaţiune specială;

Având în vedere însă că această contestaţiune a fost respinsă ca fără interes, deci pe o motivare ce nu intră în cadrul argumentelor de mai sus;

Având în vedere că această motivare puţin confuză în redactarea ei se reduce în definitiv la ideea că Banca de Credit nu mai are interesul de a contesta poprirea lui Ştefan Ioanid, deoarece jurnalul n. 23100 din 1931 desfiinţează această poprire de pe recipisa cu n. 16740 care creanţă ca efect al gajului interesează patrimoniul debitoare, dar acum poprirea fiind trecută asupra unei sume ce aparţine celeilalte con-

testatoare a dezinteresat cu totul patrimoniul celei de a doua;

Având în vedere însă, că o asemenea argumentare apare de la început ca netemeinică, deoarece desființarea poprirei, obținute prin jurnalul cu n. 23100 din 1931, nu este în realitatea ei o desființare propriu zisă, ci este numai o reducere a efectului imobilizării sumei poprite la cuantumul pretențiilor creditorului poprit, fapt ce nu se poate spune că desinteresează pe debitorul poprit de a contesta poprirea, de oarece interesul ce poate avea debitorul poprit de a menține neatinse tranzacțiunile sale cu ceilalți creditori ai săi nu este în funcțiune de o depunere cu afecțiune specială, ci de însăși realitatea tranzacțiunii ce și-a propus s'o apere;

Că astfel fiind, înlăturând motivarea ce a determinat pe tribunal a respinge contestațiunea Băncii de Credit Comercial, Curtea urmează, pentru identitate de rațiune, să admită cum am mai spus, apelul și deci contestațiunea acestei de a doua testatoare;

Că tot astfel, Curtea urmează a admite și apelul făcut de Banca Muntenia în ce privește respingerea cererii sale de intervenție deoarece această cerere a fost introdusă de intervenient pentru susținerea contestațiunii Băncii de Credit Comercial și în calitate de creditoare gagistă a acestuia din urmă;

Având în vedere că, în ce privește cererea de execuțiune provizorie făcută de contestatoarea Banca Muntenia, care a fost înlăturată prin considerentele sentinței apelate astăzi, această cerere introdusă nu s'a cerut a fi judecată înainte de judecarea apelului în fond, conform art. 338 al. II proc. civilă și întrucât în apel s'a menținut și s'a admis cererile de fond ale reclamantei în cererea de execuțiune provizorie, această cerere rămâne înlăturată ca fiind fără utilitate, deciziunea de față fiind pronunțată în ultima instanță deci executorie;

Văzând și cererea de cheltueli de judecată formulată de cele două Bănci apelante asupra căreia Curtea apreciind o fixează pentru ambele la suma de 1.500 lei;

Pentru aceste motive, redactate de d. Consilier Traian Orleanu, Curtea admite apelurile făcute de către Banca Muntenia S. A. și de către Banca de Credit Comercial S. A. și intervențiunile înreg. la n. 96728 din 1931 și n. 98703 din 1931 și anulează poprirea. Respinge ca neîntemeiat apelul făcut de locotenentul-colonel Ștefan Ioanid; etc.

(ss) Al. Costin, C. Pantelimon, Tr. Orleanu.

Grefier, (ss) I. H. Ioniță

CURTEA DE APEL DIN BUCUREȘTI S. V

Audiența dela 28 Septembrie 1932

Preșidenția d-lui MIRCEA POSSA, consilier

Decizia n. 193. Dos. 680/932

Poprire. Contestațiune. Dacă creditorul gagist poate face o astfel de contestațiune? Nerespectarea condițiilor de fond. Desființarea poprirei. Art. 455 pr. civ.

1. Dacă legiuitorul nu a interzis sau a suprimat indirect pentru creditorul gagist calea contestațiunii la o poprire operată pe bunuri gajate și dacă această interdicțiune sau suprimare nu este prevăzută expres prin vreun text de lege, este neîndoios că creditorul gagist, ca orice interesat, în virtutea art. 458 al. 2 pr. civ., poate să exercite principal o asemenea cale de atac prin esența ei, de ordine publică.

2. Cele două acte pe care s'a bazat președintele trib., ca să înființeze poprirea, neputând forma baza unei poprirei în conformitate cu dispoziți-

nile art. 455 pr. civ., căci primul, cel de cesiune, act translativ de proprietate, nu putea conferi petiționarului Locot. col. Ștefan Ioanid, calitatea de creditor, decât în momentul lichidațiunei creanțelor cedate și cu condițiunea ca valoarea realizată prin lichidațiunea lor să fi acoperit prețul cesiunii, operațiune ce nu a fost desăvârșită până în clipa înființării poprirei; iar cel de al doilea act sub semnătură privată, care conferea beneficiarului calitatea de creditor al Băncii de credit comercial printr'o creanță certă și lichidă, însă nu era prevăzut cu formalitatea care să-l facă susceptibil de a forma baza unei poprirei, fără a se intenta acțiune și fără a se depune cautiunea legală.

Curtea,

Asupra apelurilor conexate, declarate de către Ion Mavrodin, de către Banca de Credit Comercial și de către Banca Muntenia, în contra sentinței civile cu n. 207 din 1932 a tribunalului Ilfov s. notariat al cărui dispozitiv e următorul: „Respinge cererea de intervenție făcută de Banca Muntenia prin petiția înreg. la n. 95959 din 1932. Admite în parte contestația făcută de Banca de Credit Comercial prin petiția înreg. la n. 94940 din 1931.

„Desființază poprirea încuviințată de acest tribunal prin ordonanța n. 15287 din 7 Iulie 1931 și efectuată de portăreii tribunalului Ilfov în urma adresei acestui tribunal cu n. 26957 din 7 Iulie 1932“.

Având în vedere că din actele dosarului și concluziunile părților se constată în fapt:

I. Mavrodin fiind numit prin jurnalul n. 6134 din 1928 al tribunalului Ilfov s. I com. lichidator al falimentului Băncii de Credit Comercial cu un onorar fixat posterior la 15 la sută din activul realizat, i s'a recunoscut de către judecătorul sindic prin adresa din 4 Mai 1929, că onorariul ce i se cuvine se ridică la suma de 737.919 lei; Starea de faliment a Băncii de Credit Comercial să oblige pe fostul lichidator, printr'o ordonanță dată, potrivit art. 66 bis pr. civ. să-i predea scriptele și portofoliul ce i se încredințase. La termenul de 16 Mai 1929, fixat pentru judecarea acestei cereri, I. Mavrodin declară că va preda a doua zi actele ce le deține, iar reprezentantul Băncii de Credit Comercial, declară că va plăti d-lui I. Mavrodin 500.000 lei onorar, în termen de un an, din care se vor scădea 38.000 lei primiți, ceea ce Ion Mavrodin acceptă. Președintele tribunalului ia act de ambele declarațiuni prin procesul-verbal de ședință n. 10371 din 16 Mai 1929 și dispune scoaterea pricinii de pe rol.

În temeiul acestui jurnal, Ion Mavrodin cere și obține la 2 Iulie 1931 o poprire, conform art. 455 al. I pr. civ., în mâinile grefierului tribunalului Ilfov s. I-a civ. cor asupra sumei de lei 2.208.937, consemnată la dispoziția Băncii de Credit comercial prin recipisa n. 16740 din 1931 a Casei de Depuneri și Consemnațiuni.

În potriiva ordonanței de poprire, Banca Mcauntenia face o contestațiune susținând că suma poprită este intrată în patrimoniul său, anterior poprirei prin cumpărarea întregului activ al Băncii de Credit, încă dela data când aceasta se afla în stare de faliment, contestațiune ce a fost respinsă de Curtea de apel s. I prin decizia n. 377 din 1931, pentru motivul că Banca Muntenia nu este decât creditoare gagistă a Băncii de Credit, cu privire la această creanță; Mai înainte de a se judeca apelul de mai sus, Banca Muntenia cu recipisa n. 68159 din 1931 a Casei de Depuneri și Consemnațiuni, depune suma de lei 530.000 la care se putea ridica pretențiunile d-lui Ion Mavrodin, cerind a se desființa poprirea ce imobiliza suma de lei 2.208.937, dar rezervându-și dreptul de a cere eliberarea recipisei, după terminarea litigiului, Pe

baza acestei consemnațiuni poprirea a fost desființată prin jurnalul n. 23101 din 1931 al tribunalului Ilfov s. notariat. În urma respingerii contestațiunei Băncii Muntenia, Ion Mavrodin cere eliberarea recipisei depuse de această Bancă, dar cererea sa este respinsă de Curtea de apel s. V-a, prin decizia n. 457 din 1931, considerând că această sumă nu poate fi eliberată mai înainte de a se hotări asupra validărei poprirei; Contestațiunea Băncii Muntenia în potriua ordonanței de poprire obținute de Ion Mavrodin fiind respinsă, se introduce altă contestațiune în contra aceleiași ordonanțe de către Banca de Credit Comercial pe lângă care se alătură ca intervenientă Banca Muntenia; Obiectul contestațiunei Băncii de Credit Comercial este anularea ordonanței de poprire obținute de I. Mavrodin pentru următoarele motive: 1) actul pe care se întemeiază ordonanța nu este executoriu, singurul caz în care o poprire se poate înființa, potrivit art. 455 al. I pr. civ., fără intentarea unei acțiuni de fond și fără darea unei cauțiuni; 2) Ordonanța este dată judecătorului supleant al secțiunei și 3) nu este contrasemnată de grefier; tribunalul reținând primul dintre aceste motive, admite contestațiunea respingând însă cererea de intervențiune a Băncii Muntenia ca inadmisibilă; această sentință este atacată de către toate părțile ce au figurat în instanță prin apelurile de față.

Având în vedere apelul făcut de I. Mavrodin :

Având în vedere că acest apelant opune în primul rând lipsa de interes a contestațiunei Băncii de Credit, deoarece poprirea a cărei anulare se cere ar fi fost desființată prin jurnalul n. 23101 din 1931 al tribunalului Ilfov s. Notariat, în urma cererii Băncii Muntenia, cerere introdusă odată cu depunerea sumei de 530.000 lei pentru îndestularea creditorului popritor;

Având în vedere că suma de 530.000 lei nu a fost pusă de către Banca Muntenia la dispoziția d-lui I. Mavrodin căci prin petițiunea de depunere își rezervă formal dreptul de a o ridica după respingerea apelului creditorului;

Că din aceasta rezultă intențiunea specială de a înlocui creanța poprită și deci de a o supune aceluiaș regim juridic, care se aplică și creanței pe care venea s'o înlocuiască;

Că, prin urmare, după cum aceasta din urmă nu putea fi ridicată de creditorul popritor decât în urma validărei poprirei, tot astfel nici suma consemnată nu poate fi pusă la dispoziția creditorului popritor decât în urma îndeplinirii aceleiași condițiuni, ceea ce arată interesul Băncii de Credit Comercial de a cere anularea poprirei prin contestațiunea sa. Că, deși prin jurnalul n. 23101 din 1931 se dispune desființarea poprirei, acest jurnal, prin care se admite întotul cererea Băncii Muntenia și formulat potrivit termenilor acestei cereri, nu poate avea alt interes decât acel pe care îl dădea petiționara și care este acela arătat mai sus.

Că întrebuintarea unui termen impropriu în jurnalul tribunalului **declaram poprirea desființată** nu poate schimba înțelesul acestui jurnal care urmează a fi interpretat în sensul că ordinul de desființare se referă la indisponibilitatea de care este lovită creanța poprită, căci pe aceasta numai petiționara a înțeles a o ridica și nu însăși ordonanța de poprire care nefiind dată la cererea Băncii Muntenia și nici în potriua ei aceasta nu avea calitatea de a cere desființarea acestei ordonanțe;

Că, așa fiind finele de neprimire opus de apelant este întemeiat;

Având în vedere că apelantul susține în al doilea rând:

Că rău tribunalul a considerat că ordonanța de poprire a fost dată în temeiul unui titlu neexecutor, neținând seamă că titlul său de creanță este jurnalul tribunalului comercial prin care a fost numit lichidator al falimentului Băncii de Credit Comercial și jurnalului prin care i s'a fixat un onorariu, ambele fiind definitive și executorii întrucât se referă la administrarea unui faliment;

Având în vedere că Ion Mavrodin, prin petițiunea ce a adresat prezidentului tribunalului, și-a întemeiat cererea sa de poprire pe încheierea n. 10871 din 1929 a prezidentului tribunalului s. com.; că, pe lângă petițiunea sa a alăturat o copie după aceeași încheiere și că în ordonanța de poprire se menționează că măsura cerută a fost încuviințată pe baza aceluiaș act;

Având în vedere că încheierea ce se invocă este aceea prin care se ia act de declarațiunile Băncii de Credit Comercial și a lui I. Mavrodin, primul, că va plăti lui I. Mavrodin onorariul de 500.000 lei în termen de un an și al doilea că acceptă această declarațiune și că predă scriptele băncii;

Că, prin urmare, față de acest act avea a se examina legalitatea măsurii ordonate de prezidentul tribunalului chiar dacă apelantul ar poseda și alte titluri de care însă nu s'a prevalat pentru obținerea poprirei, astel că tribunalul nu este în eroare dacă nu a ținut seamă în judecarea contestațiunei Băncii de Credit de alte acte decât acelea pe care și-a întemeiat creditorul popritor cererea sa, iar prezidentul tribunalului ordonanța de poprire;

Că așa dar, nici acest motiv al apelului nu este întemeiat.

Având în vedere că apelantul susține că în al treilea rând încheierea n. 10871 din 1929 este și dânsa un act de administrarea falimentului, deoarece, prin ea s'au luat ultimele măsuri pentru lichidarea stărei de faliment în urma deciziunei Curței de apel și anume: predarea scriptelor Băncii de Credit Comercial și plata onorariului lichidatorului aceluși faliment;

Considerând că prin art. 730 cod. com. administrațiunea unui faliment este încredințată unui judecător sindic, iar supravegherea administrațiunei acestuia este încredințată tribunalului comercial;

Că însă încheierea de care s'a prevalat creditorul popritor este dată numai de prezidentul tribunalului și că acesta a fost solicitat să se pronunțe asupra măsurilor ce i se cereau, potrivit art. 66 bis pr. civ., de unde rezultă că încheierea n. 10871 din 1929 intervenită în aceste condițiuni nu poate fi considerată ca un act de administrare a falimentului și că în orice caz ea nu ar avea ca atare nici o eficacitate;

Că așa dar și acest motiv al apelului este neîntemeiat.

Având în vedere că apelantul susține în al patrulea rând că ordonanța cu n. 10871 din 1929 ar i o hotărîre de expedient în materie de référé și că deci având putere executorie putea servi de temei poprirei ce s'a efectuat în speță;

Considerind că prin încheierea de care s'a vorbit mai sus neluându-se nici o măsură față de vreuna din părți ea nu era susceptibilă de executare; că așa fiind pe baza ei nu se putea înființa o poprire cu caracter executoriu, potrivit art. 455 alin. I pr. civ., pentru care acest text cere neapărat un titlu executoriu și deci implicit un titlu susceptibil de executare;

Că de altfel chiar dacă apelantul s'ar prevala de o ordonanță de référé executorie, ea nu ar putea servi de temei unei poprirei, conform suscitativului text de lege, pentru motivele expuse în sentința apelată pe care Curtea le însușește în măsura în care se referă la această chestiune;

Apelantul susține că încheierea prezidentului pe care s'a întemeiat poprirea contestată cuprinzând o înțelegere a părților constatată în mod autentic, este suficientă și pentru aplicarea unei poprirei conservatorii, fără depunerea unei cauțiuni, deoarece alineatele A și B, ale art. 455 nu cer depunerea unei cauțiuni și intentarea unei deosebite acțiuni decât pentru acele popriri ce s'ar înființa în baza unui act scris, neautentic sau fără act scris ;

Condițiunile cărora sunt supuse cauțiunile de asigurare acordate de lege sunt de strictă interpretare din moment ce prin art. 455 nu se prevede puțința înființării unei poprirei

conservatorii fără intentarea unei acțiuni și fără aprecierea prezidenției asupra necesității și cuantumului unei cauțiuni; urmează că o asemenea poprire nu poate fi ordonată fără satisfacerea acestor condițiuni.

Aceste condițiuni nu au fost observate, în speță, căci pe deoparte președintele tribunalului nu arată prin ordonanța sa că și-a exercitat dreptul său de apreciere înțelegând a scuti pe creditor de depunerea unei cauțiuni, iar pe de altă parte, deși creditorul s'a pervalat de o convențiune cu caracter autentic neinvestită însă cu formula executorie, totuși nu a însoțit cererea sa de o acțiune de fond, după cum cer alineatele A și B. ale art. 455 pr. civ., pentru a se putea ordona aplicarea unei popriți asigurătoare, acțiune care de altfel era necesară pentru realizarea drepturilor stipulate între părți prin acea convențiune din moment ce nu s'a recurs la executarea ei prin investirea cu titlul executoriu.

Că, așadar și acest motiv fiind neîntemeiat, urmează a se respinge apelul lui Ion Mavrodin.

Având în vedere apelul declarat de Banca de Credit Comercial:

Având în vedere că apelanta atacă sentința tribunalului pentru motivul că deși s'a admis contestațiunea sa în potri-va ordonanței de poprire obținută de Ion Mavrodin, totuși nu i s'a acordat cheltueli de judecată;

Având în vedere că din sentința tribunalului rezultând că acest motiv este întemeiat în fapt, urmează a se admite apelul Băncii de Credit Comercial și a i se fixa 1000 lei cheltuelile de judecată și un onorar de avocat pentru cursul primei instanțe;

Având în vedere apelul Băncii Muntenia:

Apelanta Banca Muntenia susține că greșit tribuna'lul i-a respins cererea sa de intervenție alăturată pe lângă Banca contestatoare ca inadmisibilă, și cere a i se admite, în apel intervențiunea sa, precum și concluziunile de fond pentru susținerea intereselor Băncii de Credit Comercial;

Această intervențiune este întemeiată pe calitatea intervenției de creditoare a contestatoarei și este justificată prin interesul acestuia de a supraveghea în instanță actele debitorului său și a-l sprijini în contestațiunea ce a introdus;

Intrucât Banca Muntenia este aceea care a depus suma de lei 530.000 asupra căreia poartă actualmente poprirea obținută de Ion Mavrodin urmează că intervenienta are un interes legitim, născut și actual de a participa în instanța în care este angajată debitoarea sa;

De altfel calitatea de creditor nu exclude exercițiul unei intervențiuni în litigiile în care figurează debitorul său, după cum susține apelantul I. Mavrodin, căci însuși c. civ. menționează asemenea intervențiuni prin art. 588, 769, 785, 1843 executând astfel generalitatea principiului formulat de art. 247 pr. civ. prin aplicațiunile ce le face în diverse materii ce sunt supuse reglementării sale;

Nici obiecțiunea apelantului Ion Mavrodin că o persoană ce nu poate sta într'un proces pe cale principală nu poate participa la desfășurarea lui pe cale de intervenție accesorie nu este întemeiată deoarece orice litigiu principal poartă asupra unui drept propriu al părților litigante, pe când intervenientul poate participa într'un proces fără a poseda și fără a reclama pentru sine recunoașterea unui drept;

De aceea Banca Muntenia care nu a putut izbuti în contestațiunea introdusă împotriva ordonanței de poprire obținută de I. Mavrodin, fiindcă nu are drept de proprietate asupra creanței poprite, poate figura însă ca intervenientă în contestațiunea Băncii de Credit Comercial împotriva aceleiași ordonanțe în care nu mai are a se examina dreptul

său de proprietate asupra acelei creanțe și dreptul actual al contestatoarei.

Că așa dar intervenția Băncii Muntenia, fiind admisibilă în principiu și întemeiată în fapt pentru motivele arătate cu prilejul examinării apelului cu Ion Mavrodin are a se admite;

Pentru aceste motive redactate de d. Consilier Mircea Possa, Curtea admite apelul făcut de Banca Muntenia, etc.

(ss) **Mircea Possa, Ștefan Mihăileanu, Vasile Bordeianu**
Grefier, (ss) **Lucian Bacu**

CURTEA DE APEL DIN BUCUREȘTI S. III.

Audiența dela 28 Ianuarie 1933

Președenția d-lui N. RACOVICIANU, consilier

Alexandru Ștefănescu prin D-l av. Ștefan Marinescu Bolintin cu Filofteia D. Mișculescu ș. a' prin D-l av. Stanimir
Deciziunea civilă No. 38

Donățiune între soți. În ce condițiuni este anulabilă. Dacă soțul donator poate cere anularea? Dacă se poate invoca teoria proprietarului aparent? Cere în garanție. Respingere. Art. 936—940 cod civil, art. 113 și 114 procedura civilă.

1) Din cuprinsul art. 936, 937, 939 și 940 cod civil rezultă că nu numai donățiunile indirecte, ci și cele deghizate au fost sancționate cu nulitatea, fie că ating sau nu rezerva, ca atare și donățiunile făcute între soți prin acte deghizate și persoane interpuse în virtutea principiului că au fost simulate și întocmite prin fraudă.

Prin urmare, în speță, donățiunea făcută de apelantul-reclamant fostei sale soții, este anulabilă.

2) Legiuitorul în al 2-lea alin. art. 940 cod civ. declarând nulă donățiunea deghizată și făcută prin persoane interpuse, toți cei interesați au dreptul de a cere anularea acestei donățiuni, printre care trebuie socotit și soțul donator.

3) Liberalitatea făcută între soți fiind anulată pentru călcarea unei dispozițiuni de ordine publică, produce efecte nu numai între părțile contractante, ci și în contra terților achizitori.

Nu se poate invoca nici teoria proprietarului aparent, căci în speță, la data cumpărării imobilului, a știut că reclamantul nu-l vânduse soției sale, ci-l dăruise prin intermediul nepotului său, și că aceea proprietate nu intrase în patrimoniul soției prin vânzare, ci printr-o donățiune deghizată.

4) Cererea de garanție făcută de intimată, contra intimăților părinți, conf. art. 113 și 114 pr. civ., putând fi judecată separat, dacă acțiunea principală este în stare de judecată și prin admitere s'ar întârzia soluționarea — urmează a fi respinsă.

Curtea,

Asupra apelului făcut de Alexandru Ștefănescu în contra sentinței civile cu no. 624 din 1925 a tribunalului Prahova, secția III, prin care i s'a respins ca nefondată acțiunea în anulare de acte de vânzare.

Având în vedere că din desbateri și actele dela dosar se constată că apelantul, pe când era căsătorit cu intimata Lența Mihăescu, la 28 Oct. 1915, a vândut proprietatea ce avea în comuna unde locuiau, Detesti, jud. Prahova, lui Dumitru Șt. Mihăescu, nepotul fostei sale soții, cu prețul de 800 lei, și prin actul autenticat de acel tribunal

la no. 4025 din 1915, aceasta la 17 Decembrie 1915, a transmis mătușei sale, Lenuța, căsătorită, atunci, cu apelantul Al. Ștefănescu, acel imobil, cu prețul de 5000 lei, prin actul autentificat la no. 4758 din 1915.

La 1 Oct. 1925, convenind să se despartă, au lhotărât asupra celor trei copii rezultați din căsătoria lor, și asupra mobilierului din casă; prin același act intimata Lența Mihăescu, a recunoscut că, casele și brutăria din comuna Ditești, pe care le cumpărase, în felul arătat mai sus, au fost făcute de apelant, și le-a cumpărat cu banii ce îi primise dela soț, iar nepotul său, Dumitru Șt. Mihăescu, a servit ca cumpărător numai de formă, spre a-i putea să-i transmită soțul acel bun. Această declarație a fost transcrisă de grefa trib. Prahova, secția I la no. 4436 din 18 August, 1929.

După desfacerea căsătoriei dintre numiții, intimata Lența Mihăescu a vândut, la 25 Martie 1921, imobilul din proces, lui Costea C. Dinu din comuna Ditești, cu prețul de 50.000 lei, iar acesta, la 23 Martie 1923, l'a vândut intimatei Filofteia D. Niculescu, prin procuratorul său, Al. Patrighioi, cu prețul de 100.000 lei.

Înainte ca intimata Lența Mihăescu să fi vândut imobilul lui Costea C. Dinu, apelantul, la 12 Oct. 1920, a chemat-o în judecata tribunalului Prahova, secția III, împreună cu nepotul său, Dumitru Șt. Mihăescu, cerând ca ambele acte de vânzare, din 28 Oct. 1915 și 17 Decembrie 1915, să fie anulate pentru motivul că au fost încheiate spre a ascunde donația ce reclamantul a făcut-o fostei sale soții. În urmă, au fost introduși în cauză, în calitate de cumpărători, intimații: Costea C. Dinu și Filofteia D. Mișculescu. Aceasta a chemat în garanție pe vânzători.

Tribunalul, prin sentința cu no. 624 din 1925, a respins acțiunea și a respins, ca fără interes, cererea în garanție.

În contra acestei lhotăriri reclamantul a făcut apelul de față.

Având în vedere că tribunalul, fără a stabili dacă acele acte de vânzare ascund o donație deghizată și prin persoană interpusă, a respins acțiunea, atât pentru art. 940 al. 2 cod civil, care prevede că nulitatea se referă la situația că unul sau ambii soți, să fi contractat a doua căsătorie, ceea ce nu e în speță, cât și pentru că reclamantul nu are calitatea de a cere anularea donațiunii, întrucât nulitatea a fost creiată numai în folosul rezervatarilor din prima căsătorie, singurii cari au dreptul să ceară anularea unei astfel de donații.

În fapt, din cuprinsul acelor acte de vânzare-cumpărare, din împrejurarea că primul cumpărător este nepotul celei de a doua cumpărătoare, fosta soție a apelantului, din cauză că apelantul-reclamant, a continuat să stăpânească imobilul ce vânduse și a mai clădit pe teren o brutărie și după ce-l vânduse lui Dumitru Șt. Mihăescu; că numiții cumpărători, la interogații ce li s'a luat, au recunoscut, înainte ca imobilul să fi fost vândut lui Costea C. Dinu, că n'a fost o vânzare reală, și că, în fine intimata Lența Mihăescu a făcut aceeași mărturisire și la 1 Oct. 1918, prin actul transcris la no. 4436 din 18 August 1919, tot înainte de a fi vândut imobilul lui Costea C. Dinu, reese că acele vânzări n'au fost reale, ci, au fost încheiate spre a simula donațiunea ce reclamantul Ștefănescu a făcut fostei sale soții, prin persoană interpusă, nepotul acesteia.

Având în vedere că intimata Filofteia D. Niculescu a cerut proba cu martori spre a combate prezumțiile trase de apelant spre a stabili că acele vânzări ascund donațiunea ce numitul a făcut fostei sale soții, intimata Lența Șt. Mihăescu, și spre a preciza împrejurările de fapt referitoare la imobilul din proces, până a ajuns în posesiunea sa, și

a mai dovedi că brutăria de pe acel loc n'a fost construită de apelantul Ștefănescu;

Având în vedere că apărătorul apelantului s'a opus la admiterea acestei probe, socotind-o că inutilă și neconcludentă, declarând că clientul său recunoaște că acea brutărie n'a fost construită de el;

Având în vedere că, Curtea și-a făcut convingerea că acele acte de vânzare-cumpărare, a căror anulare s'a cerut, ascund o donație deghizată și au fost făcute prin persoană interpusă, după examinarea acelor acte și a declarației numitei intimată pe care a făcut-o prin actul dela 1 Octombrie 1918, și a fost transcrisă anterior înstreinării imobilului de către această intimată, primului cumpărător Costea C. Dinu;

Că de aceste acte au avut cunoștință ambii cumpărători, fiindcă au fost transcrise anterior, după cum s'a arătat mai sus;

Având în vedere că intimata, în privința declarației din 1 Octombrie 1918, și transcrisă la no. 4436 din 18 August 1919, a susținut că întrucât imobilul la care se referă, nu este identificat cel puțin cu o limită, nu poate să-i fie opozabilă.

Din această declarație reiese că, deși nu s'au arătat limitele terenului, totuși a fost în destul de identificat, atât prin arătarea comunei unde e situat (Ditești, jud. Prahova), cât și prin descrierea clădirilor ce se găseau, atunci, construite pe el;

Că, intimata și primul cumpărător domiciliu în acea comună, și dacă s'ar fi interesat, și ar fi examinat registrele de transcripțiuni ale tribunalului Prahova, ar fi putut cu ușurință să constate că acel imobil intrase în proprietatea autoarei lui (Lența Mihăescu), pe cale de donație deghizată.

Așa că, acea declarație le este opozabilă;

Astfel fiind, proba cu martori ce a cerut, este inutilă, pentru că, chiar dacă ar stabili ceea ce pretinde prin concluziuni, nu poate să schimbe constatările de mai sus, și nici să înlăture opozabilitatea acelei declarațiuni.

De aceea, proba cerută, urmează să fie respinsă ca atare. În drept, apelantul a invocat nulitatea acestei donațiuni pe temeiul art. 940 al. 2 cod civil și intimata prezintă Filofteia D. Niculescu, a susținut, în prim rând, că acest text nu e aplicabil speței, pentru că se referă la art. 939 cod civil și nu la art. 936 și 937, cari recunosc soților dreptul ca, fie prin actul de căsătorie, fie în timpul căsătoriei, să-și dăruiască unul altuia;

Având în vedere că art. 940 citat, prevede 2 situații: donațiunile indirecte și cele deghizate; cele din a doua categorie au fost sancționate cu nulitate.

Donațiunile reductibile (al. I de sub art. 940) au fost socotite ca atare dacă dăruitorul a donat mai mult celuilalt soț decât i s'a dat dreptul de articol anterior 939; deci, codul civil a declarat reductibile numai donațiunile vizate de art. 939 menționat și această dispoziție nu se referă la donațiunile prescrise de art. 936 și 937, citate mai sus.

Nu e tot așa în privința alin. 2 de sub art. 940, care sancționează cu nulitatea donațiunile deghizate și făcute prin persoane interpuse, nulitate ce se aplică în toate cazurile, fie că ating sau nu rezerva.

Și aceasta este interpretarea juridică ce se poate da acestui articol, atât pentru că reese din litera textului, cât și pentru că corespunde cu rațiunea creierii acestei dispozițiuni.

În adevăr, din cuprinsul acestui articol, se vede că nu s'a redus, ca în aliniatul precedent, sfera de aplicațiune a reductibilității numai la donațiunile indirecte, ci au fost

OPINIE

declarate în mod general nule toate donațiunile făcute între soți, prin acte deghizate și persoane interpuse.

Și legiuitorul civil le-a sancționat cu nulitatea, pentru că au fost și anulate și întocmite prin fraudă.

Așa că, donațiunea făcută de apelantul-reclamant fostei sale soții, în moduli arătat, este anulabilă. Intimata a mai susținut că numitul reclamant n'are calitatea de a cere nulitatea acelei donațiuni;

Având în vedere că legiuitorul, prin al. 2 de sub art. 940 din codul civil, a declarat nulă donațiunea deghizată și făcută prin persoană interpusă, pentru că nu s'a respectat de părțile contractante forma admisă pentru încheierea donațiunilor dintre soți și este știut că simulația constituie o fraudă care interesează ordinea publică.

De aceea, toți cei interesați au dreptul să ceară anularea unei asemenea înstrăinări, și printre aceștia trebuie să fie socotit și soțul dăruitor.

Astfel fiind, și această obiecțiune cată să fie înlăturată.

În fine, numita intimată a mai susținut că fiind cumpărătoare de bună credință, nu poate să fie atinsă în drepturile sale prin anularea donațiunei, pe baza principiului tras din teoria eredului aparent.

Având în vedere că liberalitatea făcută de soț, fiind anulată pentru călcarea unei dispozițiuni de ordine publică, produce efecte nu numai între părțile contractante, ci și în contra terților cumpărători.

Nu se poate invoca nici teoria proprietarului aparent, chiar dacă s'ar aplica în speță, pentru că, la data cumpărării imobilului, a știut că reclamantul nu-l vânduse soției sale, ci-l dăruise prin intermediul nepotului său Mihăescu, atât fiindcă concubinul său, Al. Patrîchioi, care la încheierea actului de cumpărare, a fost procuratorul său, era de mult chiriașul imobilului, cât și pentru motivul că declarația Lenței Mihăescu, fostă soție a apelantului, arătată mai sus, a fost transcrisă înainte ca ea să fi vândut imobilul lui Costea C. Dinu, autorul său, și din care declarație ar fi putut să vadă că acea proprietate nu intrase în patrimoniul numitei Lența Mihăescu prin vânzare, ci prin o donație deghizată.

În privința cererii de chemare în garanție făcută de intimata Filofteia D. Mișculescu în contra intimaților pârâți: Dumitru I. Stoica Mihăescu, zis Mihăilescu, Costea C. Dinu și Lenuța S. Mihăescu:

Având în vedere că apelantul s'a opus la admiterea probelor cerute de reclamantă din această cerere, pentru dovedirea ei, pentru că apelul este în stare de judecată și a cerut dijungerea de acțiunea principală;

Având în vedere că art. 114 pr. civ. prevede, ca o derogare dela dispozițiile articolului precedent (113), că asemenea cerere va putea fi judecată și separat, dacă acțiunea principală este în stare de judecată, și cea de a doua ar întârzia soluționarea celei dintâi prin administrare a probelor.

Că, în speță, numita intimată a cerut martori și expertiză, spre a dovedi cererea de chemare în garanție, și întru cât apelul este în stare de a fi soluționat, urmează a o dijunge, spre a fi judecată separat.

Așa fiind, apelul este întemeiat și urmează a fi admis ca atare.

Apreciind asupra cererii de cheltuieli de judecată, pe cari le fixează la suma de lei 4000 (patru mii).

Pentru aceste motive, Curtea admite apelul.

Asupra apelului făcut, prin petițiunea primită pe lângă adresa tribunalului Prahova, secția III, înregistrată la no. 855 din 1927, de către Alexandru Ștefănescu, domiciliat în com. Ditești, jud. Prahova, în contra sentinței civile cu no. 624 din 20 Octombrie, 1925 a tribunalului Prahova, secția III, prin care s'a respins ca nefondată acțiunea intentată de numitul apelant în contra intimaților Dumitru Ioan St. Mihăescu, domiciliat în com. Ditești, jud. Prahova, Lența St. Mihăescu, domiciliată în str. Cuza-Vodă no. 9, Ploiești, Costea C. Dinu și Filofteia D. Mișculescu, domiciliată în com. Ditești, jud. Prahova.

Având în vedere actele și lucrările din dosar, cum și concluziunile orale și scrise ale părților;

Având în vedere că din toate acestea, se constată în fapt, următoarele:

La 28 Octombrie 1915, prin actul de vânzare-cumpărare autentificat la no. 4025, de tribunalul Prahova, secția I, și transcris la no. 6152 de acelaș tribunal, apelantul Alexandru Ștefănescu vinde lui Dumitru Ioan St. Mihăescu, o casă, o brutărie și un grajd, împreună cu locul pe care se află situate aceste clădiri, din comuna Ditești, județul Prahova, intimatului Dumitru Ioan St. Mihăescu, pe preț de 800 (opt sute) lei.

La 17 Decembrie 1915, prin actul de vânzare-cumpărare autentificat la no. 4758 de tribunalul Prahova, secția I și transcris la no. 7212, Dumitru Ioan St. Mihăescu, vinde intimatei Lența Al. Ștefănescu, azi Lența S. Mihăescu, soția apelantului, cu autorizațiunea acestuia, imobilul pe care îl cumpărase dela apelant.

La 1 Octombrie 1918, intimata Lența St. Mihăescu, pe atunci Lența Al. Ștefănescu, dorind să se despartă de bărbatul său, apelantul Alexandru Ștefănescu, dă o declarațiune, transcrisă la no. 4436 din 18 August 1919, prin care arată că, „casele și brutăria din com. Ditești — ce am cumpărat pe numele meu, — sunt făcute, construite, cu banii soțului meu și cumpărate de mine tot cu banii d-sale, iar vânzătorul Dumitru I. St. Mihăescu a fost pus ca cumpărător al acestui imobil numai de formă, ca cumpărătoarea să fie valabilă față de mine“.

La 16 Iunie 1919, apelantul intentă acțiune de divorț în contra soției sale, intimata Lența Al. Ștefănescu, care este admisă prin sentința cu no. 58 din 11 Mai 1920 a tribunalului Prahova, prin care se recunoaște copiilor rezultați din căsătorie, dreptul la o treime în nudă proprietate, din imobilul din com. Ditești, avere personală a soției, adică tocmai imobilul pe care aceasta îl cumpărase dela Dumitru St. Mihăescu.

La 12 Octombrie 1920, apelantul Alexandru Ștefănescu, chiamă în judecată înaintea tribunalului Prahova, secția III-a, pe intimata Lența St. Mihăescu, cerând anularea actelor de vânzare-cumpărare intervenite între dânsul și intimatul Dumitru Ioan St. Mihăescu, întrucât „au fost făcute de formă, fără a se număra vre-un preț, ci numai pentru a ascunde o donațiune între soți“.

La 25 Martie 1921, posterior acțiunei în anularea actelor de vânzare introduse de apelant, intimata Lența Mihăescu, fostă Ștefănescu, prin actul de vânzare-cumpărare autentificat la no. 1349 de tribunalul Prahova, secția II și transcris la no. 2077 de acelaș tribunal, vinde intimatului Costea C. Dinu imobilul pe care-l cumpărase dela Dumitru I. St. Mihăescu.

La 23 Martie, 1923, intimatul Costea C. Dinu, prin actul autentificat la no. 1574 de tribunalul Prahova, secția I și transcris la no. 2375 de acelaș tribunal, revinde, la rândul

său, același imobil, intimitei Filofteia D. Mișculescu, care la 29 Noembrie 1923, față cu acțiunea în anulare a apelantului Alexandru Ștefănescu, introdusă la 12 Octombrie 1920, care fusese întinsă și în contra sa și a autorului său, formulează o cerere de chemare în garanție a autorului său, cum și a proprietarilor anteriori ai imobilului, până la apelantul Alexandru Ștefănescu.

La 20 Octombrie 1925, prin sentința cu no. 624, tribunalul Prahova, secția III, respinge ca nefondată acțiunea introdusă de Alexandru Ștefănescu, contra intimaților, pe considerațiunea că art. 940, alin. 2 cod civil, pe baza căruia apelantul cere anularea donațiunei făcute în favoarea fostei sale soții, intimata Lența Mihăescu, în mod deghizat și prin persoană interpusă, nu este aplicabil donațiunilor dintre soți decât în cazul când soțul donator are copii dintr-o precedentă căsătorie și că, chiar dacă nulitatea din art. 940 al. 2 cod civil, ar fi aplicabilă și acestora, încă apelantul nu o poate invoca, nulitatea fiind edictată de lege numai în favoarea erezilor rezervatari, dintr-o anterioară căsătorie, singurii care o pot invoca.

Având în vedere că apelantul Alexandru Ștefănescu susține că greșit i-a fost respinsă acțiunea de către tribunal, întrucât nulitatea din art. 940 alin. 2 cod civil, isbește de-o potrivă toate donațiunile dintre soți, făcute sub formă deghizată sau prin persoane interpuse, indiferent că soțul donator are sau nu copii dintr-o precedentă căsătorie.

Considerând că, după ce în art. 937 cod civil, legiuitorul se ocupă de donațiunile între soți, pe care le declară valabile, ca și când ar fi făcute în favoarea unui stein, fără să fixeze vre-o limită până la care ele pot fi făcute, în afară de cele ale dreptului comun, în favoarea erezilor rezervatari, indiferent că au sau nu copii din căsătoria lor, pe care însă, pentru că pot fi rezultatul înrîurii unuia din soți asupra celuilalt soț, le declară revocabile ad nutum în urma cererii soțului dăruitor, în art. 939 cod civil, se ocupă de cazul când soțul dăruitor are copii dintr-o precedentă căsătorie, în care caz fixează o cotă peste care nu poate dăruia mai mult celuilalt soț.

Considerând că ceea ce a determinat pe legiuitor să fixeze, în acest caz, o anumită cotă, în limita căreia se poate dăruia, a fost grija ca nu cumva, sub influența unei noi afecțiuni, născută în favoarea celui de-al doilea soț, soțul donator să neglijeze copiii săi dintr-o precedentă căsătorie, o sancțiune severă, de natură să împiedice pe soțul donator, tentat să avantajeze soția, în dauna copiilor dintr-o precedentă căsătorie, să recurgă la aceste mijloace ascunse, care sunt mai greu de dovedit de către copiii lezați în drepturile lor.

Că, pentru a asigura respectarea din partea soțului dăruitor a limitei acestui disponibil, legiuitorul prin art. 940 cod civil, stabilește anumite sancțiuni, aceea a reductibilității donațiunei în limita disponibilului, când ea a fost făcută în mod fățiș, fie direct, fie indirect, aceea a nulității pentru tot, când a fost făcută în mod deghizat sau prin persoană interpusă;

Că sancțiunea celui de-al doilea aliniat al art. 940 cod civil, care prevede nulitatea donațiunei pentru tot în cazul când a fost făcută în formă deghizată sau prin persoane interpuse, caută a fi aplicată numai în cazul când soțul donator are copii dintr-o precedentă căsătorie, prevăzut de art. 939 cod civil, căruia îi urmează și pe care îl completează, iar nu și în cazul când soțul donator nu are copii dintr-o precedentă căsătorie, prevăzut de art. 937 cod civil, în care caz, legea nemai punând nici o limită în ce privește cantitatea bunurilor dăruite, în afară de cele reglementate de dreptul comun în favoarea erezilor rezervatari, cari își au sancțiunile și asigurările în dispozițiunile drep-

tului comun, donațiunea este valabilă, indiferent că este făcută în mod fățiș, direct sau indirect, ori în mod ascuns, sub formă deghizată sau prin persoane interpuse.

Că, în ce privește susținerile apelantului că dispozițiunile celui de-al doilea aliniat al art. 940 cod civil, care prevăd nulitatea donațiunilor deghizate sau făcute prin persoane interpuse, se aplică nu numai în cazul art. 939 cod civil, dar și în cazul art. 937 același cod, în care caz au de scop să garanteze revocabilitatea donațiunilor, care este edictată din considerațiuni de ordine publică, ea este neîntemeiată, întrucât, după cum s'a arătat mai sus, această nulitate se referă numai la cazul art. 939 cod civil, pe care îl urmează și îl completează, iar nu și la cazul art. 937 cod civil, asupra căruia nu poate fi extins, nulitățile nefiind susceptibile de o interpretare extensivă, iar pe de alta revocabilitatea donațiunilor dintre soți prevăzută de art. 937 cod civil, fiind suficient garantată, prin faptul că sub orice formă s'ar ascunde o donațiune dintre soți, din moment ce soțul donator va putea să dovedească că în realitate este vorba de o donațiune, el va putea să ceară revocarea ei, după bunul plac.

Că, întrucât, în speță, nu este vorba de o donațiune făcută în favoarea soției de un soț, care are copii dintr-o precedentă căsătorie, bine a fost respinsă ca nefondată acțiunea apelantului de către prima instanță, nulitatea prevăzută de art. 940, alin. 2 cod civil, neputând fi invocată în favoarea sa.

Pentru aceste motive, redactate de d. consilier Ștefan Mihăileanu, suntem de părere a se respinge, etc.

(ss) Dumitrescu, Mihăileanu.

MINISTERUL DE JUSTIȚIE

Examenul pentru magistrați

Decizia Nr. 31.009

Noi, ministru secretar de stat la Departamentul Justiției.

Având în vedere dispozițiunile art. 80 și 84 din legea pentru organizarea judecătorească, precum și art. 1 din regulamentul pentru examenul de magistrați și alegerea locurilor, în baza examenului.

Decidem:

ART. I. — Sesiunea de examen pentru magistrați, prevăzută de art. 83 din legea pentru organizarea judecătorească se fixează la 23 Mai 1934.

Examenul se va ține la București, conform art. 84 din legea de mai sus.

ART. II. — D. director general al personalului din acest minister este însărcinat cu executarea prezentei deciziuni.

Data la 22 Martie 1934.

Ministru, VICTOR ANTONESCU.

Din cauza vacanței judecătorești și a sărbătorilor, nr. 14 al CURIERULUI JUDICIAR va apărea Duminică 15 Aprilie 1934.

Au apărut:

PROBLEMA DATORIILOR, în lumina legii din 20 Februarie 1879 asupra clauzei penale, cametei și anoticismului, de Profesor Nicolae Basilescu, Decanul Facultății de Drept din București

Prețul 50 lei.

De vânzare la Curierul Judiciar.